Critique Communiste

revue mensuelle
de la
Ligue Communiste Révolutionnaire
(section française de la IVe Internationale)

n° 70 20 F

janvier 1988

◇ D'un septennat l'autre...
LES PARADOXES DE LA COHABITATION
Françis Sitel

◇ XXVIe Congrès du PCF
UN CONGRES, TROIS QUESTIONS
Jean Lantier

◇ **ENTRETIEN AVEC DEUX DIRIGEANTS DU VSP (RFA)**
Michel Morel

◇ **LE CERCLE VICIEUX DE LA GUERRE D'AFGHANISTAN**
Michel Lequenne

◇ **LE MIRACLE HERACLITE**
Michel Lequenne

◇ **Index des articles parus en 1987**

1988
CHANGER DE GAUCHE
POUR BATTRE LA DROITE

Pour 1988, en sa formule rajeunie,
Critique communiste présente
à ses lectrices et lecteurs
ses meilleurs vœux
de lutte et de succès.

Nous remercions Plantu pour les dessins de couverture et des pages 5 et 7.

D'un septennat l'autre...

Les paradoxes de la cohabitation

FRANCIS SITEL

RITUELLEMENT, le 31 décembre au soir, joie obligée et inquiétude refoulée, on s'est congratulé : « Adieu 1987, vive 1988 ! »... 1987, au prisme de la politique française, n'aura été qu'un intermède, celui de la cohabitation menée à terme dans l'attente de la véritable échéance : l'élection présidentielle. Pourtant, quelle année ! Inaugurée par les beaux mouvements de l'hiver, cheminots et instits prenant le relais de la jeunesse, elle s'est conclue par deux événements d'ampleur historique. Le krach boursier, dont l'onde de choc va conduire à une nouvelle récession, ébranlant dans ses tréfonds le système capitaliste et conduisant à une redistribution des cartes loin d'être encore pleinement perceptible. Les négociations soviéto-américaines de désarmement qui, elles-mêmes conséquences des transformations à l'œuvre en URSS, préjugent d'une nouvelle donne mondiale. Tant et si bien que, de Wall Street au Kremlin, l'année écoulée rend imprévisible celle qui s'ouvre.

Ces formidables secousses n'ont pas encore véritablement perturbé le déroulement d'une campagne présidentielle qui reste rivée aux sondages d'opinion. Comme si l'édredon de la cohabitation amortissait les chocs internationaux, l'obsession d'avril-mai 1988 suffisant à occuper toute l'attention de la « classe politique ». Pourtant, même si l'habitude les a déjà estompés, il convient de réaximer les traits déconcertants de l'élection à venir.

La première évidence, paradoxale, de cette élection est la possibilité d'une victoire de Mitterrand le 8 mai prochain. Les sondages font apparaître que telle est la prévision d'une majorité d'électeurs et que le président sortant est le candidat qui peut disposer du plus grand potentiel de voix : 59 % selon le sondage IFOP-*Libération* du 14 décembre 1987 [1].

Cette réalité ne s'inscrit pas dans une continuité qui serait l'acquiescement à la politique défendue par le représentant de la gauche élu en 1981. Mais comme le produit des importants bouleversements politiques qui ont marqué le septennat. Jean-Luc Parodi, conseiller politique de l'IFOP, les synthétise en quelques chiffres : *« Plus de 15,5 millions d'électeurs pour le François Mitterrand de l'alternance en 1981, 12 millions seulement cinq ans plus tard pour la gauche qui l'a soutenu et subit l'un des plus grands revers de son histoire sous la Ve République, 15 à 16 millions à nouveau pour le président sortant si l'on en croit les simulations publiées depuis des mois, jamais les flux et les reflux électoraux n'auront été aussi importants. C'est probablement près d'un cinquième de l'électorat français qui a ainsi modulé son vote dans la période récente* [2]. »

Son éventuel succès signifiera que Mitterrand sort gagnant de l'épreuve, éminement paradoxale elle aussi, de la cohabitation. Cette mission apparemment impossible : vivre et mener à terme la dualité des pouvoirs institutionnels inaugurée en mars 1986. Quelle que soit sa décision finale, qui ne semble plus faire de doute, le fait même qu'il puisse être candidat signe cette victoire. Le fringant favori des sondages a su moins résister à l'usure du temps que tourner la page de l'échec de l'Union de la gauche et de ses promesses flétries. Il sera jugé non à l'aune des désillusions d'hier mais en fonction de la mutation, opérée à travers la cohabitation, qui situe la gauche socialiste comme recours pour rejeter la droite. Autant 1981 a été le fruit tardif du long travail d'une volonté de changement, que l'Union de la gauche après l'avoir déviée a cristallisée, autant 1988 sera l'hybride imprévisible de cette expérience inédite de la cohabitation. Celle de la concurrence, en un cadre commun, d'une gauche recentrée et d'une droite écartelée.

Ce cadre commun, qui a rendu possible la cohabitation, celle-ci à son tour le confortant, signifie un formidable rétrécissement de la politique institutionnalisée. La droite conservatrice et la gauche social-démocrate, qui sont censées représenter 80 % du corps électoral, convergent sur l'essentiel en ce qui concerne les institutions, la politique militaire et internationale

et les grandes orientations économiques. Ce qu'il est convenu d'appeler « consensus ».

Un nouveau paysage politique

Le souci de la « continuité de l'Etat » et le sens de « l'intérêt national » — qui oblige à défendre les « intérêts français dans le monde » et à assurer la « modernisation » de l'économie française — constituent aujourd'hui le patrimoine commun des forces politiques, de gauche et de droite, qui peuvent prétendre à la gestion gouvernementale.

La transformation de Mitterrand et, dans son sillage, du Parti socialiste est ce déplacement qui, de la promesse du « changement », a conduit à rallier explicitement les exigences d'ordre, de domination impérialiste et de compétitivité capitaliste de la bourgeoisie française. La fameuse prise en compte du « réalisme », c'est l'appel fait au « peuple de gauche » de restreindre le champ de sa vision politique aux seuls choix entre diverses variantes d'une politique obéissant aux mêmes principes fondamentaux.

Nul doute que la bourgeoisie, en tant que classe, au-delà de ses propres divisions politiciennes et, surtout, de sa massive reconnaissance de la droite comme son représentant légitime, a su prendre la mesure de cette réalité politique nouvelle : l'important renfort que lui apportait une social-démocratie qui, se convertissant officiellement à ses propres valeurs, légitimait celles-ci et écartait durablement toute menace de bouleversement. Qui se permettrait de contester des institutions ayant si bien résisté aux épreuves de l'alternance et de la cohabitation qu'elles s'avèrent susceptibles de tolérer, demain, un second septennat de Mitterrand ? Qui pourrait critiquer une politique internationale dont la continuité, de De Gaulle à Mitterrand, est revendiquée aussi bien à gauche qu'à droite ? Qui oserait s'attaquer à une politique économique capitaliste dont, de part et d'autre, on s'est évertué à convaincre qu'elle était la seule possible ?

Voilà pourquoi, relativement rapidement après le choc de 1981, la bourgeoisie a opté pour le strict respect des calendriers électoraux et de la lettre des institutions. Elle ne peut, aujourd'hui, que se féliciter de ce choix, à la veille d'une nouvelle échéance dont elle sait que le résultat final, quel qu'il soit, ne débouchera sur aucun bouleversement susceptible de l'inquiéter. Les enquêtes d'opinion menées auprès du patronat français sont, de ce point de vue, parfaitement éclairantes [3].

Le deal conflictuel

L'étrange partie de la cohabitation, pour être engagée entre Chirac et Mitterrand, Barre se confinant au rôle du mort, supposait, outre un accord sur l'essentiel — les grandes orientations économiques et internationales —, un partage des domaines de compétence.

L'habileté de Mitterrand a consisté, dès avant mars 1986, à interpréter les prérogatives que donnent au président les institutions, afin de délimiter souverainement ceux-ci. A lui le « domaine réservé » de la politique internationale et militaire, le Premier ministre devant se cantonner à donner son avis et à appliquer les orientations élyséennes. A Chirac la « politique intérieure », économie et sécurité, le président dégageant toute responsabilité à cet égard et se réservant seulement le droit d'intervenir en tant que gardien des « valeurs » nationales et protecteur des « acquis sociaux » du septennat. C'était le respect du suffrage populaire, sans l'inertie ; l'interprétation de la Constitution, dans la continuité. Qu'on se souvienne de l'entretien donné au *Point* le 10 novembre 1986, véritable discours du trône, dans lequel Mitterrand s'affirmait avec pompe et éclat comme d'une part seul responsable de la politique militaire et internationale de la France et, d'autre part, récusant toute cogestion de la politique intérieure.

Ceux qui ont cru, tel Chirac, que Mitterrand allait vite se trouver réduit au rang de roi soliveau avaient sans doute mal vu le piège d'une partie qui allait vite s'avérer fort inégale.

Le Premier ministre et le gouvernement, tout d'abord, se sont trouvés en

Mitterrand

◇ « *Celui qui a la responsabilité ultime de l'emploi de nos armes et, par-là, de la décision dont dépend le sort du pays, c'est le chef de l'Etat.* » « *L'unité du commandement, qui n'appartient qu'au seul président de la République* »...

A la question soulignant que pour l'essentiel la politique étrangère de la France se poursuit avec les mêmes orientations et le même dessein, réponse :

« *Oui, sur les grandes questions, politique européenne, Alliance atlantique, relations avec l'Union soviétique, politique arabe — et particulièrement au Maghreb — politique méditerranéenne, politique africaine, le dessein n'a pas changé. Avec des inflexions, de ci, de là, bien entendu. Un peu plus d'Europe, un peu moins d'Europe, etc. Quant au tiers monde, au-delà des mots, il n'y a pas eu de contre-épreuve évidente.* » « *Je ne me plains pas quand je vois le Premier ministre, comme le faisaient ses prédécesseurs, développer avec beaucoup de dynamisme la politique qui me convient.* »

◇ « *Je ne suis et ne veux être responsable que des actes dont je prends l'initiative ou que j'approuve.* »

François Mitterrand répondant aux questions d'Alain Duhamel, *in le Point* n° 738, du 10 novembre 1986

porte-à-faux dès lors qu'ils étaient maintenus en respect sur toutes les questions internationales. Alors que l'impérialisme français se trouvait engagé militairement au Tchad et dans le golfe Persique, et que le sort du monde se décide dans les grandes négociations internationales, une « représentation de la France » incarnée en son président ne pouvait que rejeter Chirac au second plan. Et le mettre en déséquilibre puisque contraint d'approuver, souvent avec emphase, la politique présidentielle.

Souverain en ses terres du « consensus », Mitterrand a eu toute latitude pour pousser des incursions non moins foudroyantes que ravageuses dans le domaine gouvernemental. Ses rappels à l'ordre et ses démarcations revenaient à marquer Chirac, soulignant ses faux pas et préparant les bilans. Sur les privatisations, la Kanaky, l'intransigeance face aux mouvements de l'hiver, le code de la nationalité, la CNCL, le statut de Renault... Mitterrand a égréné ses avertissements sans frais qui, le profilant comme défenseur des libertés et des acquis sociaux, dessinait en contrepoint la menace d'une droite laissée libre de ses faits et gestes.

Ainsi Mitterrand a progressivement reconquis une popularité perdue depuis la fin de « l'état de grâce ». Celle de l'homme d'Etat, mûr et sage, soucieux des libertés publiques, gardien des valeurs républicaines, restant quelque part homme de gauche, qui sait préserver la nation des excès d'un gouvernement mal dégrossi de ses velléités de revanche sociale.

Les échecs de Chirac

Tandis qu'à l'ombre de la cohabitation Mitterrand recomposait son image, Chirac voyait la sienne s'affaiblir et se brouiller. Résultat d'un triple échec.

Il paye tout d'abord la contradiction originaire de son accession au gouvernement. Il se trouvait en effet contraint d'accepter le cadre de la cohabitation, donc de respecter et certaines des prérogatives présidentielles et certains des « acquis sociaux » du régime, c'est-à-dire, explicitement ou non, d'approuver pour une part la politique de Mitterrand et de ses prédécesseurs à Matignon. Or, soit aveuglement, soit volonté de compenser ce handicap, il a formé un gouvernement très étriqué dans sa composition et très réactionaire dans son programme et son image de marque. Marginalisant l'UDF, s'entourant des ultra-libéraux de la « bande à Léotard », donnant la place d'honneur à Pasqua-Pandraud, multipliant les mesures spectaculaires pour satisfaire les bas instincts des privilégiés et des plus rétrogrades, il est vite apparu comme principalement soucieux de brader le secteur nationalisé, à commencer par la télévision, et de chasser sur les terres du Front national...

Or ses concessions répétées aux électeurs de Le Pen, en matière de chauvinisme, de racisme anti-immigrés, de démagogie sécuritaire, si elles lui aliénaient une partie de l'électorat modéré, ne lui permettaient pas de mordre sur celui de l'extrême-droite. C'était redonner un espace au PS qui, « avec le président », pouvait faire entendre sa différence face à cette politique rétrograde et brutale, sans pour autant colmater les brèches ouvertes sur sa droite.

Mais ces faux pas politiques renvoient eux-mêmes à une erreur de perspective plus fondamentale, révélée en pleine lumière lorsque le gouvernement Chirac s'est trouvé heurté de plein fouet par le soulèvement de la jeunesse qui eut pu l'emporter. De façon imprévue et soudaine, le néo-libéralisme, seule référence économico-idéologique de la nouvelle majorité, trouvait ses limites... Ce qu'elle avait cru être ses marges de manœuvre pour conformer brutalement la société aux impératifs d'un capitalisme en crise s'avérait alors n'être que sa propre inadaptation à la réalité, son aveuglement aux rapports de forces sociaux profonds.

Chirac et la politique étrangère

« Comme nous avons la chance d'avoir en France un accord général sur ces questions, il n'y a pas eu de difficultés entre le gouvernement et le président. Cette situation a permis de bien marquer à l'extérieur que la France parlait d'une même voix et, par conséquent, de renforcer chez nos partenaires l'idée que, grâce à ce consensus, les engagements pris par notre pays ne risquent pas d'être remis en cause par l'alternance naturelle dans une démocratie. »

« Je pourrais citer bien des situations où la réaction du président de la République et la mienne étaient spontanément identiques. Je n'ai pas observé de cas où elles étaient divergentes. »

« M.Chirac expose au *Monde* sa politique étrangère », in *le Monde* du 8 juillet 1987.

Quant au krach boursier, si ses effets n'ont pas fini de démanteler un néo-libéralisme hier triomphant, il a suffi à volatiliser le seul atout que conservait le gouvernement : une politique de privatisation rondement menée et juteuse à souhait. Les lampions du capitalisme populaire ont fait long feu. Balladur ne sera pas le brillant faire-valoir dont Chirac aura bien besoin lorsqu'il va lui falloir tirer le bilan de ses deux années de politique gouvernementale.

Dans la mesure où Chirac s'est fait le porte-étendard du néo-libéralisme reaganien, la crise actuelle, qui signe l'échec historique de cette idéologie, pourrait signifier sa mise en faillite pure et simple. Le gouvernement socialiste s'est lui-même trop compromis dans une politique économique de la même eau pour que la note finale soit aussi clairement présentée à Chirac. Barre, par ses critiques en demi-teinte, n'est pas le plus mal placé pour tirer son épingle du gâchis néo-libéral.

Ainsi les chances de Mitterrand ne sont pas à la mesure des échecs de Chirac. Et même l'ampleur de ces derniers recèle des effets pervers qui sont de mettre Barre en position vraisemblable de challenger. Bien que Barre, à la différence de Chirac avec le RPR, ne s'appuie pas sur un puissant appareil, il dispose d'atouts qui peuvent, dans ce contexte, être électoralement décisifs.

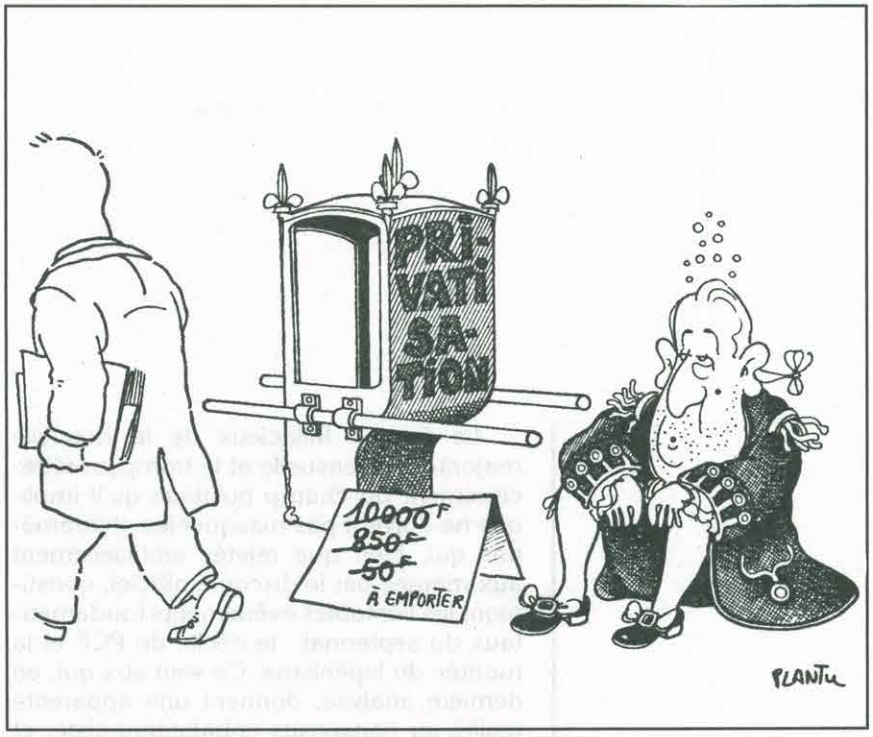
Il a su, par son art du mutisme bougon et des petites phrases creuses, se mettre en réserve. En réserve de la cohabitation, dont chacun sait qu'il l'a condamnée, sans y faire obstacle. En réserve du libéralisme puisque, sans s'y opposer, il s'en est démarqué, pointant chez ses partenaires RPR une hâte excessive à privatiser et une outrance condamnable dans le prétendu désengagement de l'Etat. Quant à sa grande discrétion au regard des problèmes soulevés par le Front national, elle l'autorise à ratisser large : il réussit le tour de force de mieux séduire que Chirac l'électorat centriste tout en profitant plus largement que lui des reports de voix lepénistes au second tour. Bref, le plus doué des deux en matière de duplicité, il apparaît porteur de ces ambiguïtés qui font gagner une élection présidentielle.

D'où cet avertissement dont témoignent les sondages : pour Mitterrand, un duel avec Barre serait plus aléatoire qu'avec Chirac.

Telles sont les limites des gains de Mitterrand qui, faute d'une relève crédible à gauche, semblent en outre ne pouvoir être capitalisés que par lui-même. Sa stratégie, d'un présidentialisme chimiquement pur, et donc personnalisée à l'extrême, a exercé un effet de souffle créant le vide autour de lui. Le PS, réduit à survivre dans l'ombre du président, se verrait bien en peine de faire surgir un présidentiable légitime si besoin était. Hormis Rocard, systématiquement déprécié et pour le moins excentré par rapport au parti, la cohorte des candidats à la candidature se presse davantage afin de prendre date que pour saisir un relais à l'évidence trop lourd en des mains si fragiles... Situation qui pourrait vite prêter au ridicule si elle ne renvoyait à un problème plus fondamental : l'impuissance à avancer un quelconque programme politique [4]. Et ce, à un moment où, compte tenu de l'aggravation de la situation économique, le débat politique va se déplacer et les enjeux sociaux revenir au premier plan. Ainsi que l'épineuse question de la sortie de la cohabitation.

La cohabitation chrysalide

Nul ne sait précisément quelles métamorphoses, aussi inquiétantes que troubles, se sont opérées au long de ces deux dernières années dans le cocon cohabitationniste. Mais il est sûr qu'elles sont à l'œuvre. Avec l'instauration de la fausse proportionnelle à un tour, puis avec la « coexistence institutionnelle », Mitterrand a engagé une réforme en profondeur de la pratique des institutions. Celle-ci tend à briser la rigidité existant depuis de Gaulle qui veut qu'au président corresponde un parti majoritaire, dominant à la fois l'Assemblée, sans craindre de l'étouffer, et la coalition qu'il dirige, au risque d'entretenir de redoutables frustrations. C'est ainsi que la bipolarisation extrême qui a marqué l'histoire de la Ve République a parfois conduit à ce que, paradoxalement, les divisions internes de chaque camp fassent la décision. Par exemple en 1978, avec la



rupture de l'Union de la gauche, en 1974, avec le ralliement de Chirac à Giscard, et même en 1981 avec le peu d'enthousiasme de celui-là à soutenir celui-ci.

La cohabitation dessine la possibilité d'une fluidité parlementaire qui n'oblige plus le président à s'appuyer sur un « parti godillot » pour soumettre à sa férule une « majorité parlementaire » coïncidant nécessairement avec la « majorité présidentielle ». En ce sens, l'enjeu de la pratique instaurée avec la cohabitation est bien de créer le cadre rendant possible une majorité d'un type nouveau. Celle qu'appellent de leurs vœux les membres de l'UDF qui ne cachent pas qu'ils se sentent plus enclins à des alliances avec le PS qu'avec des RPR aux penchants lepénistes. Celle que revendique un Delors lorsqu'il suggère des offres de service à Barre. Celle qu'on voit se dessiner dans les conseils régionaux, lorsqu'à l'heure du vote des budgets le PS ne prend pas part au vote sous prétexte de ne pas favoriser le rapprochement entre droite et extrême-droite.

Par ces recompositions potentielles, le RPR se sait menacé. Sauf victoire de Chirac, il risque de connaître des lendemains difficiles. Si Mitterrand est président, il lui faudra non seulement payer la note de la défaite mais surtout faire face à une restructuration de la droite l'écartelant entre la radicalisation lepéniste et les ouvertures au centre des sirènes mitterrandistes. Si c'est Barre, les périls seront plus grands encore, le premier souci du nouveau président devant être de briser un RPR encombrant toutes ses perspectives. Sa position présidentielle et le droit de dissolution lui donneront les moyens d'une telle offensive.

Mais le PS lui-même n'échappera pas à ces tourbillons. Limités dans le cas d'une victoire barriste, où ils ne toucheraient que des secteurs particulièrement fragiles, ils pourraient s'avérer ravageurs dans l'hypothèse inverse, Mitterrand engageant alors de grandes manœuvres qui ne pourraient laisser intacte l'identité socialiste.

Il est clair, par exemple, que la question de la dissolution ou non de l'Assemblée constituera au lendemain d'une élection présidentielle gagnée par la gauche le premier test politique de sortie de la cohabitation. Une première clarification immédiate devra être l'exigence de la dissolution de cette assemblée réactionnaire : toute manigance en son sein relèvera de la pêche en eau trouble.

Chirac n'aurait pas besoin de dissoudre. Il y dispose, en effet, de la majorité et peut promettre aux élus du Front national leur maintien en fonction. Barre, à l'inverse, devrait dissoudre pour casser le RPR et constituer la majorité sur laquelle asseoir sa politique. Mitterrand, lui, aura le choix. Il peut jouer de la non-dissolution, voire de la dissolution après réinstauration de la « proportionnelle », pour faire avancer ses projets et entamer son second septennat sous le signe de nouveaux rapports entre le président et le Parlement. Après le temps de la cohabitation, l'ère du consensus ?

On atteint là le point limite de la logique paradoxale du septennat. Elu par la poussée du changement, Mitterrand a étouffé celle-ci ; après avoir écrasé la droite, il lui a permis de se reconstituer avant, peut-être, de la dissocier au nom des collaborations à venir...

L'envers de la cohabitation

Les impressionnants flux et reflux électoraux qui ont marqué ces dernières années, plutôt que la recherche d'un équilibre au centre, ne sont-ils pas les signes d'un écart croissant entre les mouvements profonds de la société, ses aspirations, ses angoisses, et les traductions que la politique institutionnelle leur propose ? L'hypothèse vaut invitation à regarder derrière le miroir de quoi les effets paradoxaux de la cohabitation peuvent être les reflets déformés...

Le mirage fallacieux de la nouvelle majorité consensuelle et le trompeur rétrécissement du champ politique qu'il implique ne doivent pas masquer les phénomènes qui, bien que rejetés artificiellement aux marges par le discours officiel, constituent les véritables événements fondamentaux du septennat : le déclin du PCF et la montée du lepénisme. Ce sont eux qui, en dernière analyse, donnent une apparente réalité au consensus cohabitationniste, et non l'inverse, comme on voudrait tant le faire accroire.

La marginalisation croissante du PCF, qui semble comme de plus en plus voulue par sa direction même, a libéré la disponibilité du PS au recentrage et aux ouvertures à droite. Tandis que les progrès du fascisme lepénien fomentent la dissociation de la droite conservatrice.

Dégagement d'un espace mou, cohabitationniste, entre réformisme social-démocrate et conservatisme libéral, déclin du PCF, incrustation d'un puissant courant fasciste... Telles sont bien les trois données fondamentales du septennat finissant. Ce sont elles qui tendent à transformer de fond en comble le paysage politique. Elles sont les produits combinés d'une même impuissance à répondre à la crise capitaliste et à ses effets sociaux.

Inutile de recenser les complicités entre tel ou tel qui alimentent la démagogie de Le Pen, les carences, ou pire, des uns qui justifient les duplicités des autres... Tout cela est connu et converge en une inquiétante opposition : l'affaiblissement du mouvement ouvrier face à un cancer qui se nourrit de la pourriture du système. On ne combattra pas l'un sans apporter une solution radicale à l'autre. On ne tiendra pas une ligne de défense cantonnée au strict terrain démocratique bourgeois sans une capacité d'offensive visant à extirper les racines du mal : le chômage, la pauvreté, le mal-vivre... Il faut donc un projet de transformation sociale.

Voilà pourquoi beaucoup va se jouer sur la capacité de dégager une nouvelle perspective : du fond même de la crise du mouvement ouvrier, là où s'est désagrégé et discrédité l'idéal communiste et révolutionnaire, faire renaître celui-ci. Les capacités de résistance à la récession néo-libérale, au racisme et au fascisme, qui se sont manifestées brillamment l'hiver dernier, ont été un souffle brûlant sur des braises que d'aucuns croyaient éteintes. La récession économique qui vient, avec son lot de misère et d'injustice, appelle à allumer des brasiers. Afin d'éclairer une autre sortie possible de la cohabitation que l'embourbement dans la collaboration de classes. Celle du combat intransigeant pour les revendications, pour le progrès social, pour la défaite de la droite, contre toute alliance avec elle, pour un projet mobilisateur de rupture avec le capitalisme et de transformation de la société. Tel est l'espoir porté par la campagne derrière la candidature de Pierre Juquin.

Si le « consensus » est le côté jardin de la cohabitation, les « affaires » n'en seraient-elles pas le côté cour ? La cour, grouillante de barbouzes, encombrée de pots de vin, où se décomposent les scandales innombrables de la Ve République ! Car une vraie continuité, cachée aux regards mais sur laquelle un certain bon usage des affaires permet de lever le voile, s'y dissimule, putride. D'où ces coups qui font ricochet, comme balles de billard : fausses factures des uns qui obligent à révéler celles des autres, ventes d'armes qui fournissent la boucherie irako-iranienne quelle que soit la majorité en place... Mêmes malversations financières et implacable loi du pouvoir ? Plutôt continuité d'une politique impérialiste fondée sur la corruption et le pillage, mêmes besoins insatiables du cirque de la pub-politique... Même « raison d'Etat », de boue et de sang mêlés, car vouée au veau d'or du profit.

Un des enjeux de la prochaine élection, le seul qui compte vraiment, est de faire émerger une tout autre exigence, politique pour de bon, et donc morale, qui ne peut être que de rupture. Rompant les amarres avec toute cohabitation et tout consensus, entachés de pourriture, pour aller vers une société radicalement autre. Une société qui refuse chômage et racisme, oppression et exploitation. Assumer cette alternative à l'enfoncement dans la crise, telle est la chance offerte par la candidature de rassemblement de Pierre Juquin. Pour redonner sens au combat anticapitaliste, et avenir au communisme

Francis SITEL

1. *in Libération* du 14 décembre 1987.
2. *Ibidem.*
3. *Cf.* sondage IPSOS-*le Monde*-TF1, *in le Monde Affaires* du 5 septembre 1987.
4. *Cf.* François Duval, « Parti socialiste, en attendant la présidentielle », *in Critique communiste* n° 69, décembre 1987.
5. *in le Point* n° 738 du 10 novembre 1986.

XXVIe Congrès du PCF

Un congrès, trois questions

JEAN LANTIER

LE XXVe Congrès de février 1985 avait été un congrès animé. Qu'allait-il en être, début décembre 1987, du XXVIe ? Une scission toute fraîche, un candidat ancien porte-parole dudit PCF se présentant alternativement à André Lajoinie, un débat sur la situation née de l'hiver 1986 et de ses luttes : tout se présentait richement pour des assises nationales passionnées. C'était ne pas compter avec le grand éteignoir que représente la sélection des délégations et la manière dont la direction pratique l'art de l'esquive. Le XXVIe Congrès fut celui des occultations successives. Manière de ne traiter aucun, strictement aucun, des problèmes brûlants...

1. Le PCF a-t-il été au gouvernement ?

Le rapport du secrétaire général du PCF le réaffirmait au XXVIe Congrès, « *le PCF est un parti de gouvernement* ». Cette identité, une constante des trois dernières décennies, amène quelques interrogations peu apaisées par le résultat final du congrès. Au XXIVe Congrès de février 1982, le même porte-parole du PCF lançait : « *à chaque communiste de parler et d'agir en tant que membre d'un parti de gouvernement* ». La phase de l'époque fut celle des travaux pratiques, le PCF figurant dans les gouvernements Mauroy avec quatre ministres. Précisément, ces années s'effacent soigneusement de l'histoire officielle, jusque dans le détail puisque la liste indiquant la composition du bureau du congrès contenait les qualités de chacun de ses membres, mais pas celle d'« ancien ministre ». Que doit oublier l'adhérent ou l'électeur du PCF ? Certainement la ligne réelle du PCF, dont la constante existe au travers des zigzags.

En effet, chaque congrès depuis la Libération, se réfère à l'interview de Maurice Thorez au *Times* de Londres le 17 novembre 1946. Ayant réalisé son meilleur score historique aux législatives, le secrétaire général prenait alors appui sur trois valeurs sûres, portées comme des acquis intouchables par le PCF. D'abord, déclarait Maurice Thorez, à l'époque vice-président du conseil et, à ce titre, membre d'un gouvernement de cohabitation avec De Gaulle, « *nous avons répété expressément au cours de notre campagne électorale que nous ne demandions pas au peuple le mandat d'appliquer un programme strictement communiste, c'est-à-dire reposant sur une transformation radicale du régime actuel de la propriété et des rapports de production qui en découlent. Nous avons préconisé un programme démocratique et de reconstruction nationale acceptable par tous les républicains...* » François Billoux, dans l'opuscule intitulé *Quand nous étions ministres* (Editions sociales, 1972), reproduit l'intégralité de cette interview, à nouveau mentionnée dans le préambule de la résolution du XXVIe Congrès. La seconde idée était livrée comme suit : « *Les progrès de la démocratie à travers le monde (...) permettent d'envisager pour la marche du socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes.* » Bien avant le XXIIe Congrès de 1976, la dictature du prolétariat première du nom se trouvait abandonnée, sur l'autel d'une voie nationale qui ne passait pas par un programme communiste, même pour un PCF au faîte de sa gloire (28,30 % des suffrages en novembre 1946, record absolu). Enfin, et l'on comprend pourquoi l'entretien accordé au *Times* pèse de quelque poids dans l'histoire du PCF, Maurice Thorez affirmait : « *L'union des forces ouvrières et républicaines est le plus sûr fondement de la démocratie. Le parti ouvrier français, que nous proposons de constituer par la fusion des partis communiste et socialiste serait le guide de notre démocratie nouvelle et populaire. Il ouvrirait largement ses rangs aux travailleurs catholiques auxquels nous avons tendu, bien avant la guerre, une main fraternelle que beaucoup ont saisi.* » Voie nationale, pas de programme communiste à la Libération, rapprochement tel avec le PS que la fusion est envisagée... telle est l'originalité de cette interview référence au *Times* de Londres.

Le Panthéon communiste français recevait les noms de Maurice Thorez, ministre d'Etat de De Gaulle, accompagné de Charles Tillon (un des deux ministres de la Défense nationale), Marcel Paul (production industrielle), Ambroise Croizat (travail) et François Billoux (économie nationale). Quatre ministres siègeaient bien au Conseil des ministres des gouvernements Mauroy présidés par François Mitterrand. Ils s'appelaient Charles Fiterman (transports), Anicet Le Pors (fonction publique), Jack Ralite (santé), Marcel Rigout (formation professionnelle).

Le programme du congrès précédant l'entrée du PCF au gouvernement mettait largement en garde les électeurs contre toute gestion de gauche de l'austérité, au point que la campagne du candidat Marchais se centrait essentiellement sur ce point, qui montrait les convergences entre Giscard, président sortant et Mitterrand, l'aspirant président. Rien dans le programme du PCF de l'époque (*« Changer de cap »*), ou dans les propositions du candidat Marchais, n'empêcha l'arrivée des ministres communistes. Le slogan entonné par les manifestants *« pour changer vraiment, il faut des ministres communistes au gouvernement »*, montre bien quelle préoccupation, éloignée de la lettre du programme, animait le PCF. Par-delà le rapport des forces, ô combien défavorable au PCF en mai 1981 (à l'inverse de celui de la Libération), aucune autre voie n'était envisagé que de « coller » au PS. Les termes mêmes de l'accord avec le PS en témoignent : ils n'incluaient rien de très « programmatique », ni en juin 1981, ni en janvier 1983, date à laquelle il fut renouvelé.

S'il existe un bilan précis de l'œuvre des ministres communistes de la Libération, celui des quatre ministres de Mauroy reste à faire. En juin 1982, les salaires et les prix sont bloqués, et seules les rémunérations demeureront au feu rouge après la date initialement fixée, octobre 1982. Fin mars 1983, un plan d'austérité, deuxième du nom, se met en place comprenant l'instauration du forfait hospitalier et programmant une restructuration industrielle frappant durement l'automobile. En 1984, l'allocation pour licenciement économique se voit liquidée, au moment où 5 000 suppressions d'emplois sont prévues dans la navale, 25 000 dans l'acier, 6 000 dans le charbon.

Cela n'empêche pas le groupe communiste à l'assemblée de voter la confiance à Mauroy en avril de l'année. Bien d'autres méfaits demeurent imputables au gouvernement Mauroy concernant la Bourse, la désindexation des salaires ou la flexibilité. Jusque dans la dernière ligne droite, avant la sortie de juillet 1984, les ministres assumèrent le tout, et notamment Anicet Le Pors, qui, malheureux auteur, sortit un livre (*Contradictions*, Messidor) en juin 1984, chantant les louanges de la gestion loyale à la tête de l'Etat d'un grand pays capitaliste.

Fort de cette expérience, le témoin attentif des travaux du XXVIe Congrès ne peut qu'éprouver du scepticisme à l'égard de la fonction du programme adopté, nourrissant une radicalisation des actes et du verbe à l'orée de la campagne électorale. Certes, le PCF demeure un parti de gouvernement. Est-il d'autre choix ? Il peut bien affûter les thèses les plus radicales, une telle démarche « programmatique », si elle est opportune pour masquer un bilan réel, ne règle en rien un vieux débat. Car, somme toute, à quoi servent les thèses de congrès au PCF ? Demain, celles adoptées en décembre 1987 à Saint-Ouen connaîtront, selon les opportunités de la ligne, le même classement vertical que celles adoptées au XXIIIe Congrès en mai 1979. Au-delà d'une radicalité de façade, elles oscillent bel et bien, et ce depuis la Libération, entre alliance et rupture avec le PS. Et, d'ailleurs, le document du XXVIe Congrès ne ferme pas, précaution oblige, la porte à une alliance avec le PS. Jugée impossible aujourd'hui, ne le sera-t-elle pas demain, et à quelles conditions nouvelles ? Les seules qui apparaissent concernent le rééquilibrage des scores respectifs des deux partis. Condamné à ramener le PS au sein de la gauche, le PCF réédite ce travail de Sysiphe, pour lequel le partenaire social-démocrate doit en permanence être contrecarré dans son espérance d'évoluer tranquillement à droite. La fonction historique du PCF semble se ramener à cette contre-pression sur le cousin germain, tour

à tour partenaire incontournable ou ennemi en chef.

2. Y a-t-il eu une scission au PCF ?

Occulter la période 1981-1984 fut l'œuvre du XXVe congrès de février 1985, complétée par le XXVIe. Comment expliquer l'échec électoral chronique, enregistré depuis 1974, date à laquelle les courbes électorales respectives du PS et du PCF s'infléchissent, celle du dernier cité s'orientant vers le bas ?

Les assises de février 1985 hasardaient une explication, celle du « retard historique », plongeant loin, en 1956... La recherche de la cause première pour mieux évacuer l'immédiate conjoncture. Cette fois, nul mot soufflé. La santé du parti n'intéresse pas ?

Pourtant, il y eut bien cette scission rampante. Où sont-ils, les intervenants critiques du congrès précédant ? Et combien de membres comprennent encore leurs fédérations respectives ? A moins que la presse mente plus encore que les dénonciations rituelles ne le laissent envisager, c'est un nombre de quelque importance celui des membres du PCF qui l'ont quitté depuis février 1985. Selon le rapporteur, Pierre Juquin, unique objet de son ressentiment, n'aurait réussi à entraîner que *« dix-sept maires communistes ou apparentés sur 1495 et quelques dizaines de membres du parti »*. Encore n'est-il question que de la candidature. Le mouvement rénovateur lui-même n'entre pas dans le champ (scientifique) de l'analyse (théorique) du paysage politique français. Mais, alors, d'où viennent ces coordinations de rénovateurs, certaines dotées de matériels propres d'expression et de cartes d'adhérents ? Que l'on sache, le mouvement des rénovateurs représente un poids militant difficile à ignorer pour les délégués des départements concernés (en gros une soixantaine). La sélection supposait-elle d'ignorer cette existence ? On en vient à se demander pourquoi quelques interventions reçurent une telle ovation, telle celle de Claude Fischer de Meurthe-et-Moselle ou de Vincent Laybros, du Puy-de-Dôme. N'est-ce pas parce que ces normalisateurs de sous-préfectures vinrent glaner quelques applaudissements pour service rendu à l'appareil ? Communistes français du Nord, du Finistère, de l'Isère ou des Bouches-du-Rhône, ne voyez-vous rien qui méritait d'être rapporté au congrès national, touchant au changement de physionomie de vos fédérations ? Taire un problème, sceller la vérité sur une scission, écrire l'histoire immédiate au plomb, mépriser les faits à ce point, tout cela revient à donner raison à Robert Crémieux, rédacteur en chef adjoint de *l'Humanité Dimanche*, intitulant sa tribune du 7 novembre : *« Se taire ou partir ? »*. Au congrès de décembre 1987, la grande parabole des aveugles trônait en bonne place, et beaucoup parmi ces 1 700 délégués ne diront pas plus tard, fiers d'eux-mêmes, *« j'y étais »*. Il fallait au rapporteur la complicité acquise des délégués pour démontrer la solitude de Pierre Juquin, pur produit médiatique d'un complot longuement analysé à la tribune. Complot du PS, complot de la LCR et du PSU, complot ourdi pour empêcher le PCF de remonter la pente électorale. Paraphrasant Marchais parlant de la candidature Juquin, on pourrait dire qu'en soi cette scission ne les concerne pas et pourtant, on le sait, elle les concerne. Les sages délégués, disciplinés et conquis d'avance, ne pouvaient s'empêcher de rapporter les échos lointains de batailles nommées « débat vif mais correct et productif ». Zélés à l'excès, ils dirent au congrès combien ces opposants, peu nombreux au demeurant, allaient grossir les rangs sociaux-démocrates. Juquin lui-même, « second candidat du PS » avant que celui-ci n'en désigne un premier, vient conforter la vision titanesque qui surgit du congrès : comment une social-démocratie si vile peut-elle à la fois enclencher un vaste glissement de toute la société, préparer une alternance avec la droite, fomenter un complot contre le PCF et demeurer le premier parti électoral de France, passant pour anti-droite ?

Le choix d'obtenir un congrès à plus de 96 % de votes favorables revient à nier l'existence même des contradictions internes. Pourtant, subsistent des problèmes non réglés, entendez : des fédérations non normalisées. Celle du Doubs, en tête, avec

ses 85 % de votes oppositionnels. Et aussi des secteurs, dans les Bouche-du-Rhône, la Corse du Sud, la Haute-Vienne, où Pierre « Terminator » Blotin ne finit pas ses œuvres. Que l'on sache, ni Marcel Rigout ni Felix Damette, pas plus que Claude Poperen et beaucoup d'autres n'ont quitté le parti.

L'opposition du XXVe Congrès espérait, par le cheminement dans la voie statutaire, soulever des débats, chercher une explication rationnelle et des changements de direction pour pallier le déclin du PCF. Une inquiétude publique, militante, s'exprimait quand tous ceux-là, naguère membres du PCF et de sa direction, craignaient à haute voix pour son avenir. Cette fois, l'opposition ne dit mot. Muselée ? Oui, par le filtre des délégations. Mais, surtout, elle se regroupe, sachant d'expérience qu'une telle tentative de rénovation de l'intérieur et les batailles ponctuelles et limitées sont vouées à l'échec. Cette opposition ne se bat pas, elle se construit et attend son heure : celle de la remise en cause globale.

La direction Marchais enfouit le mal, dans l'espoir de l'éradiquer le moment venu. Niant une scission, première de son histoire, sommée de s'expliquer et d'avancer des solutions, la direction en prépare une seconde par refus de l'obstacle et paralysie devant l'adversité. Un tel verrouillage, s'il s'avère que le score du candidat Juquin prend quelque importance, représente littéralement une bombe à retardement, dont la date d'explosion est connue de tous, le soir du premier tour de l'élection présidentielle. Colmater la brèche sans dire qu'il y a des fuites, telle était la mission du XXVIe Congrès.

3. Y a-t-il des difficultés politiques ?

Le XXVIe Congrès a décidé d'un programme, radical bien sûr, maître étalon de toutes choses et de toutes alliances, dont l'objet même repose sur un interdit, celui de la réflexion sur l'histoire récente du parti et sur la ligne à suivre pour son redressement. Bien sûr le discours se situe « à gauche », reposant sur deux poutres maîtresses.

D'abord la crise se réduit essentiellement à une crise d'identité nationale malmenée. Le capital étranger envahit nos marchés, ferme nos usines, exporte à outrance en refusant d'importer. D'où un axe de défense nationale, de combat pour l'indépendance de la patrie, menacée de « vassalisation » par le capital européen et américain. La bourgeoisie, classe parasite, brade le patrimoine industriel et agricole au capital étranger, pendant que la malnutrition se répand à la vitesse de la désindustrialisation...

La gauche n'existe plus. Seul à gauche : le PCF, la vraie gauche. La fausse, le PS, participe de cette entreprise de partage du pouvoir avec la droite et Le Pen. Donc tout mouvement social ne peut se dérouler qu'en référence au PCF, et s'il ne le fait pas il ne s'agit pas d'un vrai mouvement social. De la même manière, le PCF constitue à la fois le parti des femmes, des immigrés, des jeunes et de la classe ouvrière toute entière, sans oublier les petits exploitants agricoles et artisans spoliés.

Mais, le paysage ainsi tracé, le PCF rencontre-t-il, comme n'importe quelle formation, quelque difficulté politique ? Aucune n'affleurait au congrès, pas plus que les débats posés par de nombreuses tribunes de *l'Humanité* ne furent justiciables d'une quelconque considération. Pourtant...

◇ **Le phénomène Le Pen...** Que l'on sache, il n'épargne nullement l'électorat populaire des cités HLM des villes communistes. Le maintien de ce mouvement néofasciste ne semble avoir ému que très modérément le congrès. Alors que l'existence d'un tel courant devrait susciter une tactique d'ensemble du PCF pour le combattre dans les moindres recoins de son implantation, l'impasse est faite sur le Front national. En fonction du postulat de base — selon lequel la droite et le PS sont politiquement assimilables, l'extrême-droite ne constituant qu'un appendice de la droite classique —, on se trouve face à un conglomérat PS-droite-Le Pen qui ne justifie aucune ligne spécifique concernant le mouvement néofasciste. La seule vraie gauche, le PCF, d'un côté, et les alliés tacites ou réels de l'autre, la division de ce monde manichéen selon le PCF n'induit

nulle mobilisation spécifique contre les 11 % du Front national.

Certains axes majeurs du congrès amènent à se demander si, malgré tout, cette question ne se trouve pas traitée, d'une manière toute électoraliste. Le PCF prend à son compte la défense nationale de la patrie en danger, patrimoine industriel mais aussi culturel et économique. La France vassalisée, c'est un pas supplémentaire, par rapport au « produire français » des années passées, dans la voie du nationalisme. Cet axe valorisé se trouve flanqué d'un second, celui concernant la paupérisation relative du pays. La malnutrition, longuement évoquée à la tribune du congrès, et le nombre croissant de suicides dus au chômage, deviennent à eux seuls une certaine vision de la crise. Ne se trouve-t-il pas dans ces deux axes un ferment inquiétant ? Souder à la défense de la patrie, menacée par l'Europe et le capital étranger, les dénonciations de la misère nationale, n'est-ce pas s'approprier des ressorts électoraux dont on pense qu'ils font les succès fulgurants d'autres ?

◇ **La perspective politique...** Autre difficulté majeure à peine évoquée. Le sort des urnes semble indifférent au PCF. L'électorat PCF, dans sa majorité, votera au second tour pour le candidat de gauche le mieux placé, comme il le fait généralement dans les élections partielles. La direction du PCF, qui pourtant tenait congrès essentiellement pour son électorat, s'apprête à creuser l'écart qui la sépare de ses électeurs, car elle annonce un désistement plus que timide, si désistement il y a. Rejetant le refus *a priori* de la « consigne républicaine », le rapporteur Marchais se contentait d'évoquer non le fond du problème mais une procédure, au terme de laquelle directions fédérales et CC se réuniront pour arrêter la position du parti quelques cinq jours après le premier tour. Quelle façon plus précise de dire qu'on se met entre parenthèses de cette élection présidentielle ? Que la vie s'arrête au soir du premier tour, au score d'André Lajoinie, voilà un aveu de taille, qui indique la très faible capacité du PCF de peser sur la situation.

◇ **La force de frappe...** Parfait Jans, ancien sénateur des Hauts-de-Seine, mit en cause dans une tribune du débat préparatoire *« la stricte maintenance de l'arme nucléaire »*, alors que la résolution en appelle à *« un monde fraternel et sans armes et sans guerre »*. Refusant que son parti se mette en marge de l'effort de désarmement, il interroge *« pourquoi le CC nous propose-t-il le maintien de cette position ? Veut-on conserver l'image d'un parti de gouvernement ? Mais pour plaire à qui ? A de futurs alliés ? Compte-t-on régler encore une fois les problèmes d'en haut ? »* Par ce biais, l'auteur de la tribune reposait cette question pendante de l'horizon politique du PCF. Gardant les stigmates de la gestion loyale de l'Etat, notamment par son attitude à l'égard de la force de frappe, il suppose lui-même qu'il garde toutes les lignes à venir, considérant que le texte de la résolution adoptée contient suffisamment d'affirmations et leurs contraires pour que telle position soit de toute façon en conformité avec la lettre sinon l'esprit du document. Il semble bien que, lors de son passage au congrès, Egor Ligatcev, numéro 1,5 selon ses propos au *Monde*, ait doublé le PCF sur sa gauche, en appelant de ses vœux l'ouverture de négociations européennes sur le désarmement, balle que ne reprit pas au bon le secrétaire général français.

Robert Crémieux, dans cette tribune fameuse intitulée *« Se taire ou partir »*, parlait en ces termes de la démocratie interne : *« Tout communiste a une sorte de droit moral à garder, comme on dit, ses éventuels désaccords. Il a surtout le droit de se taire et de vivre avec. »* Cette règle s'applique dans toute sa rigueur à ce congrès théâtre d'ombres. Derrière la scène, les silhouettes de débats politiques majeurs, de l'avenir même du PCF, de la reconstruction d'une opposition interne globale se profilent nettement. Si le XXIIe Congrès fut celui de l'abandon de la dictature du prolétariat, celui-ci fut celui de l'abandon officiel de tous les problèmes rencontrés par le PCF. Un admirable unisson pour respecter une loi du silence, d'autant plus grand-guignolesque que la plupart des difficultés politiques s'étalent largement sur la place publique. En somme, restructuration et transparente, pour le PCF, c'est de l'hébreu.

Jean Lantier

Autogestion ?

Congrès des occultations, ce XXVIe le fut d'une autre manière. Qu'advient-il de cette stratégie autogestionnaire, référence fugace du document voté, plus abondamment traitée depuis le XXIIe Congrès de 1976. Félix Damette entonne le requiem de la « stratégie » dans sa tribune, intitulée *« la rénovation manquée »*. Cette stratégie ne fit l'objet que de colloques et d'articles. N'empêche, elle fut investie par nombre de militants d'une espérance de rénovation de l'intérieur, passant par une orientation poussant loin les expériences d'intervention dans la gestion, ce que le livre de Michel Cardoze (*Nouveau voyage à l'intérieur du PCF*) mit fort clairement à jour. Ces incursions dans la gestion, on le sait, demeurent largement pratiquées par le PCF et ses organisations. Mais toute recherche en la matière, qu'elle passe par l'Institut de recherche marxiste ou par d'autres lieux d'élaboration, se voit stoppée net par le non-dit du congrès. Ni programme commun, ni stratégie « autogestionnaire », le PCF par cet aspect stratégique-là se met en situation d'attente, s'en remettant à une tactique au quotidien.

Attente, un mot abusif ? Claude Poperen, il y a peu membre du BP, qualifie ainsi le texte aujourd'hui adopté : *« Ce document, sans réflexion novatrice et porteur d'incohérence, n'est pas celui dont le PCF a besoin pour opérer sa remontée : il n'est qu'un texte d'attente. »*

Après son congrès de Wuppertal

Entretien avec deux dirigeants du VSP

Le congrès du VSP (Parti socialiste unifié), organisation au sein de laquelle militent nos camarades de la IVe Internationale en RFA, s'est tenu les 28 et 29 novembre dernier à Wuppertal, ville natale de Friedrich Engels... à qui la municipalité n'a pas jugé bon de dédier la moindre statue.

Cent vingt délégués, réunis à l'auberge de jeunesse, représentaient les membres de l'organisation. Plusieurs délégations venues de RFA et d'ailleurs assistaient aux débats. Des militants du BWK (Fédération de communistes d'Allemagne de l'Ouest), organisation avec laquelle le VSP entretient des liens suivis, une délégation de camarades sympathisants de la IVe Internationale qui ont refusé la fusion avec le KPD et la constitution du VSP, préférant adhérer au parti des Grünen, des membres de Lutte ouvrière, des représentants du secrétariat unifié de la IVe Internationale et de ses sections française, hollandaise, autrichienne...

Après une séance de bilans et de compte rendu des mandats, les principaux débats d'orientation concernaient l'adoption d'une plate-forme pour l'émancipation des femmes, des résolutions sur l'emploi et contre le chômage, les bases d'une campagne contre le développement de la « nouvelle droite » et des groupes néo-nazis.

La démarche de construction d'un parti et les perspectives de rapprochement avec le BWK, proposées par le comité central sortant, ont été jugées suffisamment importantes pour nécessiter la tenue d'une deuxième session qui se déroulera en février.

Un an après la fusion des deux courants qui ont constitué le VSP, il nous a paru intéressant de faire le point avec deux camarades membres de la direction de l'organisation, Horst-Dieter, qui vient du KPD, et Manuel, militant de l'ex-GIM.

Critique communiste — Le VSP est le produit de deux organisations, le GIM, section de la IVe Internationale, et le KPD, organisation qui faisait à l'origine partie du courant maoïste. Quel est l'état de santé de la nouvelle organisation ?

Horst-Dieter (ex-KPD) — Je pense que le parti est relativement en bonne santé. Il est même difficile d'utiliser toutes les ressources qui ont été créées par la fusion des deux organisations. La réalité sociale présente dans le VSP est supérieure à celle qui existait auparavant dans les deux groupes séparés.

D'un autre côté, naturellement, l'unification a détruit quelques éléments de l'identité politique propre à chaque organisation. Elle a effacé des particularités qui, auparavant, n'étaient pas contestées à l'intérieur des deux partis. Le résultat est selon moi une progression pour tout le monde. Un progrès politique.

La fusion posait évidemment beaucoup de problèmes techniques et organisationnels. Construire un nouvel appareil au niveau central, par exemple. Mais nous avons travaillé ensemble et je pense que le bilan est bon.

Manuel (ex-GIM) — Pour moi aussi le bilan est positif. Surtout parce que nous avons construit une organisation qui n'est pas simplement l'addition des deux courants précédents. Les sujets en débat aujourd'hui, les controverses dans le parti ne recoupent pas les frontières précédentes. Les divergences se sont diversifiées.

Je vois deux problèmes importants à signaler. Le premier est que nous n'avons pas encore su intervenir efficacement dans les débats des grandes forces politiques. Les Grünen par exemple, mais également la social-démocratie ou le Parti communiste. Je crois que c'est à cela que nous devons travailler dans l'année qui vient.

Le deuxième est celui de la construction d'un parti. Les conceptions du GIM et celles du KPD avant la fusion étaient certainement erronées sur de nombreux points. L'ex-KPD avait une conception du parti très homogène, monolithique. A présent, le balancier repart plutôt de l'autre côté pour les camarades. Le GIM, lui, avait des projets terriblement sophistiqués qui ne collaient pas à la réalité subjective d'un petit groupe.

Mais nous n'avons pas élaboré de nouvelles méthodes. C'est une faiblesse. Une discussion commence, elle est très difficile parce que nous avons l'impression de nous être déjà brûlé les doigts. Mais c'est un débat qu'il nous faut entamer et mener à bien.

◆ ***En écoutant les interventions de ce premier jour de congrès, on a le sentiment que la discussion sur le bilan se combine déjà avec de nouveaux projets. Vous discutez d'une unification éventuelle avec le BWK, organisation avec laquelle vous avez des points communs, mais aussi, semble-t-il, beaucoup de divergences. Le bilan de la fusion des deux organisations précédentes alimenterait-il déjà la perspective d'un nouveau dépassement ?***

M. — Je vais être forcément sommaire puisque ces questions sont au cœur de nos débats actuels. Il est indispensable, je crois, de tout faire pour voir si l'unité est possible avec le BWK. Sur une base programmatique et des conceptions claires. Nous avons déjà des pratiques unitaires avec cette organisation, sur les terrains antifasciste et anti-impérialiste par exemple.

Certes, l'unification avec le BWK impliquerait un changement de cette organisation aujourd'hui très propagandiste. La nouvelle organisation issue des deux précédentes serait plus forte. Mais il serait erroné de croire que cette démarche résoudrait nos problèmes quant aux méthodes de construction d'un parti. Cela ne constituerait toujours pas une ligne de conduite. Nous nous retrouverions avec les mêmes questions posées dans une organisation plus large.

Ouvriers turcs dans la lutte pour les trente-cinq heures (tiré du bulletin de l'IG Metall).

H.-D. — La question « comment construire le parti » est pour moi un peu abstraite. On ne peut pas séparer ce problème des conditions politiques générales. On peut parler en Allemagne d'une crise de la gauche révolutionnaire. Et l'on peut relier cette crise au problème des Grünen.
Ceux-ci ont regroupé beaucoup de gens de gauche, que les organisations révolutionnaires n'étaient pas capables de maintenir sous leur influence. Celles-ci ont perdu, du même coup, une part importante de leur impact. D'où leur crise.

Nous sommes maintenant dans une période où nous faisons le bilan de cet échec, de cette défaite. Le KPD l'a fait, le GIM l'a fait. On ne peut d'ailleurs pas séparer leur unification de cette expérience. La discussion a été ouverte sur ces questions dans toutes les organisations révolutionnaires.

Trouver la réponse à la question « comment construire un parti » nécessite la définition des bases programmatiques indispensables et implique aussi de mener à bien le débat sur la stratégie politique. De ce point de vue, je pense que le VSP et les socialistes révolutionnaires en général doivent conquérir une influence aussi bien dans le regroupement des Grünen que dans la gauche syndicale et auprès des travailleurs sociaux-démocrates radicalisés.

Cela nécessitera la construction par les socialistes révolutionnaires d'un parti d'un nouveau type, par comparaison avec les « partis-noyaux » des années soixante-dix. Celui-ci devra être capable d'être très proche de la réalité, d'avoir de profondes racines dans la société. Les processus de fusion sont donc un élément nécessaire et indispensable d'une réponse d'ensemble.

Nous avons enfin la responsabilité de donner à beaucoup de militants et ex-militants de la gauche révolutionnaire des perspectives de rassemblement, de construction d'une force politique, qui permettent d'enrayer la démoralisation.

◆ ***Ces réflexions sur les rapprochements entre groupes politiques longtemps séparés en RFA ne sont-elles pas un bilan implicite de vingt ans d'existence, de polémiques, de confrontations acharnées des révolutionnaires ? N'est-ce-pas la recherche d'un meilleur enracinement social, pour la construction d'une force révolutionnaire contre la bourgeoisie et contre une social-démocratie hégémonique ? Ce problème n'est pas propre à l'Allemagne de l'Ouest. Mais ce qui est spécifique chez vous, c'est le poids politique et numérique des Grünen, la place qu'occupe la critique écologique dans la contestation de la société en général. Or, ce qui m'a frappé dans le débat ce matin, c'est que, à l'exception de quelques interventions, les Grünen sont absents de vos débats.***

M. — Non, je ne crois pas . Mais il y a là effectivement un problème. Nous l'avons dit dans les deux introductions à la discussion : nous n'avons guère avancé sur cette question. Pour deux raisons je crois.

D'abord parce que les révolutionnaires en RFA se sont mis sur leurs gardes, repliés en défensive en quelque sorte, à l'égard des gros succès électoraux remportés par les Grünen. La fusion entre le GIM et le KPD résultait aussi, il est vrai, d'une volonté défensive, de sauvegarde de notre identité programmatique, antiparlementaire, anticapitaliste, révolutionnaire en général, contre ce grand mouvement qui recouvrait d'une part une radicalisation nouvelle sur des bases très larges, très floues et, d'autre part, un déplacement d'une grande partie de la génération de l'après 68 vers la droite.

La seconde raison est que les socialistes révolutionnaires, militants du VSP, ont des difficultés à se situer positivement dans les débats qui séparent les différentes fractions au sein des Grünen. Nous n'avons pas encore trouvé une voie qui permette à la fois de défendre les « gens de gauche » quand quelqu'un comme Otto Schilly, porte-parole de la fraction parlementaire, les attaque et qui, en même temps, établisse le dialogue politique avec les Grünen.

Cela est d'autant plus important que la crise des Grünen, dont on parle très peu à l'étranger, est profonde. Il y a maintenant, pour la première fois, un vrai danger de scission. Et nous savons très bien qu'une telle scission n'apportera rien de bon s'il n'y a pas à l'extérieur un pôle tant soit peu crédible pour discuter avec les gens de gauche qui sont aujourd'hui dans les Grünen.

Voilà, en quelque sorte, le résumé de la contradiction dans laquelle nous sommes pris. Nous avons vu une dizaine de groupes révolutionnaires qui sont allés dans les Grünen et qui, en tant que révolutionnaires, y ont perdu leur identité. Mais, d'autre part, nous savons très bien que nous ne pouvons pas rester à l'extérieur de ce débat.

Plusieurs camarades ont expliqué au congrès qu'il faut commencer à élaborer sur cette question. C'est le signe que nous avons fait un progrès.

H.-D. — Il faut, naturellement, défendre le courant gauche dans les Grünen contre la droite. Mais le problème est très compliqué parce que, si les divergences sont profondes, les discussions ne sont pas principielles. Il y a peut être un changement en cours. Mais les pressions qui s'exercent sur la gauche dans les Grünen sont si fortes qu'elle cherche une position de défense, tactique.

Au départ, l'impression générale donnée par les Grünen était celle d'un rassemblement progressiste. Pas marxiste, mais progressiste. Aujourd'hui, avec le temps qui passe, la question est un peu différente, parce qu'il y a des différenciations. Il y a aujourd'hui un courant plus progressiste que la social-démocratie et un courant adapté au système parlementaire bourgeois. Les conditions sont donc différentes de celles qui existaient il y a trois ans. Il devient plus facile de soutenir des positions révolutionnaires et socialistes, vis-à-vis de la gauche des Grünen, vue l'évolution conformiste des porte-parole les plus connus de la fraction parlementaire.

Manifestation pour les trente-cinq heures (tiré du bulletin de l'IG Metall).

◆ L'autre ensemble, vis-à-vis duquel vous devez vous définir, et qui n'a pratiquement pas de liens avec le précédent, c'est le mouvement ouvrier dominé par la social-démocratie, dans le syndicat, le DGB, comme dans le parti, le SPD. Plus largement, il s'agit de votre implantation, de votre influence dans les entreprises, les organisations syndicales. Comment posez-vous ce problème aujourd'hui, quelles sont vos perspectives de travail ? L'échec des mouvements de grèves que vous attendiez l'an dernier dans la métallurgie autour de la revendication des trente-cinq heures a-t-il des conséquences graves pour votre activité ? La campagne contre la réunion du FMI qui se tiendra en RFA en 1988 et dont vous débattez à votre congrès vous paraît-elle être un moyen de vous adresser aux travailleurs qui vont subir la récession qu'annonce le krach financier ?

M. — Le principal enseignement que nous devons tirer de la lutte pour les trente-cinq heures en 1987 est le suivant. Depuis 1977, il y avait une différenciation dans la bureaucratie syndicale, à laquelle nous pouvions nous référer, autour de l'IG Metall (métallurgie) et de l'IG Druck und Papier (imprimerie). Cela est devenu beaucoup plus difficile aujourd'hui. Après juin 1987, parler d'une aile de l'appareil prête à se battre face à une autre qui ne l'est pas serait beaucoup trop simplificateur.

Restent les grandes entreprises, les secteurs où les militants du VSP ont une certaine influence. Il existe par exemple une coordination dans l'acier où nos camarades militent avec d'autres gens de gauche, très influents eux aussi dans leurs entreprises en raison de leurs responsabilités de délégués.

Nous avons une chance de pouvoir regrouper dans les mois et années qui viennent des syndicalistes de gauche, surtout des militants sociaux-démocrates de base, des délégués syndicaux actifs, qui commencent à élaborer une ligne syndicale lutte de classe contre la politique dite des « partenaires sociaux ».

Cette influence n'est cependant pas assez forte actuellement pour changer la stratégie de l'IG Metall, qui se résume à faire des journées d'actions, des manifestations, mais n'organise pas la lutte à fond contre les licenciements massifs, sauf pression massive de la base.

H.-D. — Il est possible de former un courant gauche dans les syndicats. Ce n'est pas une force qui doit être construite en se limitant à des question strictement économiques. Il faut combiner dans notre pratique la critique anticapitaliste des résultats de la crise, licenciements, chômage, avec la critique écologiste, féministe. Il est possible de réaliser cette combinaison. Il est possible de regrouper un courant gauche dans les syndicats qui puisse exercer une attraction vis-à-vis des Grünen et des nouveaux mouvement sociaux.

Cette combinaison est importante dans notre stratégie politique, même si elle essaie seulement de systématiser les relations qui existent déjà dans la réalité.

M. — La campagne contre la réunion du FMI que tu évoquais dans ta question tout à l'heure n'est pas à notre initiative. Une vraie mobilisation se prépare à partir des mouvements internationalistes, anti-impérialistes, et les dépasse largement. Nous y voyons nous une possibilité de lier la critique anti-impérialiste et anticapitaliste. Le VSP peut jouer un rôle particulier dans ce cadre à l'aide de nos camarades qui travaillent dans les entreprises, puisqu'il existe déjà une activité anti-impérialiste, en direction du Nicaragua par exemple, parmi les jeune syndicalistes.

Il sera possible enfin, je crois, de combiner cette campagne avec les débats autour des conséquences sociales de la récession qui s'annonce à la suite du krach boursier.

◆ ***Dans les années qui viennent, nous devrions avoir l'occasion de nous rencontrer... puisque l'horizon de l'Europe en 1992 s'approche, et que visiblement nos deux bourgeoisies ont décidé de se rapprocher, de construire un axe militaro-financier franco-allemand dans les années qui viennent.***

H.-D. — Nous n'avons pas encore discuté beaucoup de ces problèmes. Dans les prochains numéros de notre journal, nous allons publier des articles de camarades qui travaillent dans le mouvement de la paix. Ils montrent l'importance de la relation franco-allemande qui exprime un certain regroupement au sein de l'OTAN. En ce qui concerne l'impérialisme ouest-allemand et les relations, y compris militaires, avec la France, nous devons en général approfondir la critique de la politique extérieure de l'impérialisme de la RFA.

Dans la deuxième partie de cette conférence, nous allons discuter des élections européennes, pour former éventuellement des listes anti-impérialistes.

M. — En principe, nous avions le projet dans ce congrès de discuter des prochaines élections européennes. En fait, nous avons reporté ce point à la conférence qui se tiendra en février. Je pense personnellement qu'il faudrait examiner à cette occasion les relations possibles entre nos organisations. Je parle bien sûr de la LCR, du VSP et d'autres organisations révolutionnaires. Avec les camarades belges du POS (section belge de la IVe Internationale) par exemple, nous avons déjà décidé d'une réunion au niveau de nos directions. Il faut faire la même chose, je crois, avec les camarades français.

Manifestation antinucléaire de Brokdorf en 1981.

Mais, pour être franc, je crains une dérive du débat sur les élections européennes en raison du processus qui est en cours chez vous. Soyons précis. Si une nouvelle force politique, dont les révolutionnaires seraient partie prenante, apparaissait en France à partir d'une différenciation du PCF vers la gauche, ce serait une très bonne chose, un évènement tout à fait positif. Mais, sur le plan de la politique internationale, cela peut mener à des réactions du type : « regardez en Allemagne, qu'y a-t-il chez les révolutionnaires, des petits groupes de cinq cent personnes, cela ne nous intéresse pas du tout. Il vaut mieux travailler avec une formation politi-

que comme les Grünen... » Nous risquons donc d'être marginalisés en Europe par les forces mêmes avec lesquelles, par nature, nous devrions être alliés.

◆ ***Mais, justement, les processus en cours en France actuellement sont très importants parce que c'est toute une histoire du mouvement ouvrier qui est en train de se terminer. Il est possible que se constitue un rassemblement qui permette de décupler le rayonnement des propositions des révolutionnaires, à partir des forces qui se libèrent aujourd'hui du PCF, qui sont disposées à travailler avec nous, et avec d'autres aussi bien sûr. Un véritable débat à ce propos vient de s'enclencher dans notre organisation. Il recoupe, au fond, dans des conditions historiques, politiques et sociales tout à fait différentes, celui que vous menez vous mêmes... Quel parti construire, comment, avec quelles forces, sur quelles bases, pour quoi faire...***

Il est évident qu'il peut exister un lien entre cette force-là et la force des Grünen en RFA. Mais il faut aussi considérer que ce lien risque de leur poser problème. Si eux refusent une position politique sur le terrain de classe en RFA, la force qui peut se créer en France sera en revanche à gauche, enracinée au sein de la classe ouvrière.

Si une alliance se nouait, cela contraindrait sans doute les Grünen à se définir sur ces questions qu'ils refusent d'aborder aujourd'hui.

M. — A moins que cela soit l'inverse... La nature même du parti des Grünen fait qu'il est très difficile de prédire comment il peut évoluer. Il organise disons quarante mille personnes, dont trente mille sont passives, paient simplement leurs cotisations. Dans les dix mille actifs, six mille sont investis dans ou autour de la fonction représentative, localement, régionalement. Et les directions sont très autonomes les unes par rapport aux autres. La direction, si elle a une position, a néammoins très peu d'influence sur ce qui se passe au Parlement. Les députés au Bundestag auront une autre position, très autonome également, plus à droite. La fraction européenne, quant à elle, a des positions qui n'ont absolument rien à voir avec ce que font les Grünen en RFA.

Diplomatiquement, il est pratique d'avoir des relations avec elle, mais en même temps ceci peut créer le mythe d'une fraction de députés européens écolo-socialistes, qui sont prêts à travailler avec le Sinn-fein, Herri Batasuna... Mais qui peuvent faire ce qu'ils veulent parce que personne ne se préoccupe, en RFA, de ce qu'ils font...

H.-D. — Les problèmes des Grünen sont liés à leur réalité sociale. C'est un parti de dix mille militants actifs d'un côté, et de quatre millions d'électeurs de l'autre. La droite s'adresse aux électeurs par le biais de la télévision, par exemple. C'est la « méthode des entretiens télévisés ». Pour développer leur stratégie, les Grünen doivent en effet maintenir leur potentiel électoral. Mais il est évident que les Grünen de gauche ne peuvent pas, par conséquent, revendiquer les votes de leurs électeurs comme étant « de gauche ». Beaucoup d'entre eux sont simplement écœurés par les crapuleries habituelles de la politique « institutionnelle ». Mais dès que l'on aborde des questions telle que pour ou contre l'OTAN, la position des électeurs des Grünen n'a rien d'évident.

Mais la démocratie dans ce parti est ainsi faite. Il y a d'un côté le congrès, avec beaucoup de décisions qui sont progressistes, et la réalité de l'autre côté. La politique de la fraction dans le Parlement n'est pas le résultat des décisions de congrès mais le produit des discours à la télévision. La pression s'accroît, en retour, sur la gauche des Grünen en RFA, pression renforcée consciemment par les politiciens bourgeois.

Dans cette situation, le fait que la fraction européenne ait des contacts avec Sinn Fein par exemple n'aura pas d'effet sur le développement politique des Grünen ici. C'est une chose marginale.

◆ ***Disons, pour conclure, très provisoirement, que la constitution d'un courant révolutionnaire de masse à l'échelle de l'Europe, la délimitation de ses composantes et de ses « frontières » nécessiteront évidemment un sérieux débat...***

Propos recueillis par Michel Morel

Sigles

VSP : parti socialiste unifié.

KPD : Parti communiste d'Allemagne. Ne pas confondre avec le Parti communiste allemand (DKP, stalinien).

GIM : Groupe marxiste internationaliste (section de la IVe Internationale en RFA).

BWK : Fédération des communistes d'Allemagne de l'Ouest, organisation d'extrême gauche.

SPD : parti socialiste d'Allemagne.

Le cercle vicieux de la guerre d'Afghanistan

MICHEL LEQUENNE

La huitième année qui s'achève de la guerre d'Afghanistan aura été celle d'un bouleversement de toutes ses données sans que, pourtant, s'ouvre encore vraiment la perspective de la voir finir.

Le blocage militaire

Il y a un an, la résistance afghane était en fâcheuse posture. L'armée soviétique avait adapté sa tactique et son armement, et avait porté des coups très durs sur presque tous les fronts, quoique sans résultats décisifs. Cette année, tout a changé.

Désormais, les Afghans — tous les Afghans — sont armés, et solidement, et, surtout, les fameux Stingers américains, efficaces entre les mains des moudjahiddines à 75 % et dont on assure qu'ils ont abattu, dans la dernière période, une moyenne de trois engins volants tous les deux jours, ont fait perdre aux Soviétiques la terrible supériorité que leur donnait la maîtrise du ciel, en particulier avec les hélicoptères lourds dont la précision de frappe et l'aptitude à déplacer des commandos n'importe où en faisaient une arme quasi absolue dans un tel type de guerre. L'effet de choc des Stingers a eu l'effet le plus démoralisant pour l'envahisseur.

Ce rééquilibrage relatif des forces a eu des conséquences considérables. D'abord celle d'une sorte de double « sanctuarisation ». Les forces de l'URSS ne peuvent plus attaquer les bastions de la résistance. Il leur faudrait pour cela risquer de grosses pertes qu'elles ne peuvent se permettre — instruites qu'elles sont par l'expérience américaine au Viêt-nam. Mais, en face, la résistance reste encore divisée en multiples maquis ; la distribution de l'armement est anarchique (des « redistributions » se font par vente, racket, péages politiques, conditions d'adhésion aux partis) ; le maintien de rivalités tribales ou ethniques est un obstacle épais à une guerre généralisée. On est encore loin d'une armée de libération nationale. Paradoxalement, même, la meilleure capacité de se défendre partout bloque l'action. Pour des petits maquis, prendre un poste implique des pertes trop lourdes pour un gain qu'il est ensuite impossible de tenir quand viendra la contre-offensive inévitable, puisque qui ne peut avancer doit reculer.

Toutefois, la situation n'est pas restée stationnaire. Les Soviétiques ont dû resserrer leur dispositif sur les trois grandes villes du pays, sur les axes de communication et la frontière soviétique, où ils s'appuient sur une énorme artillerie, montant par ailleurs des embuscades sur les voies de passage en zones désertifiées. Ayant échoué à tenir la frontière pakistanaise, c'est directement le Pakistan qu'ils menacent, maintenant une pression par les bombardements terroristes à haute altitude.

En général, les engagements ont été beaucoup moins nombreux cette année, du fait des pertes en morts, blessés et prisonniers (il y en a maintenant un peu partout en Afghanistan), pertes de plus en plus avouées en URSS. Surtout, pas de grande offensive cette année du type de celles menées naguère contre Massoud.

Ces élements d'échec sont d'autant plus lourds que l'« afghanisation » de la guerre a fait faillite. Si un corps d'officiers afghans a pu être créé, celui-ci n'a pas de troupes et, à chaque engagement, il y a des désertions ; ainsi, en juin-juillet dernier, 50 % des troupes afghanes ont déserté. Nadjibullah a dû reconnaître que son « gouvernement » ne contrôlait que 30 % du territoire. Encore est-ce probablement exagéré.

Si l'on s'en tenait aux seules considérations militaires, ce gel du rapport des forces pourrait durer encore longtemps. Les considérations politiques permettent de déceler des signes dont le développement pourrait faire changer tout le tableau.

La conférence de Ghor et le conseil du Nord

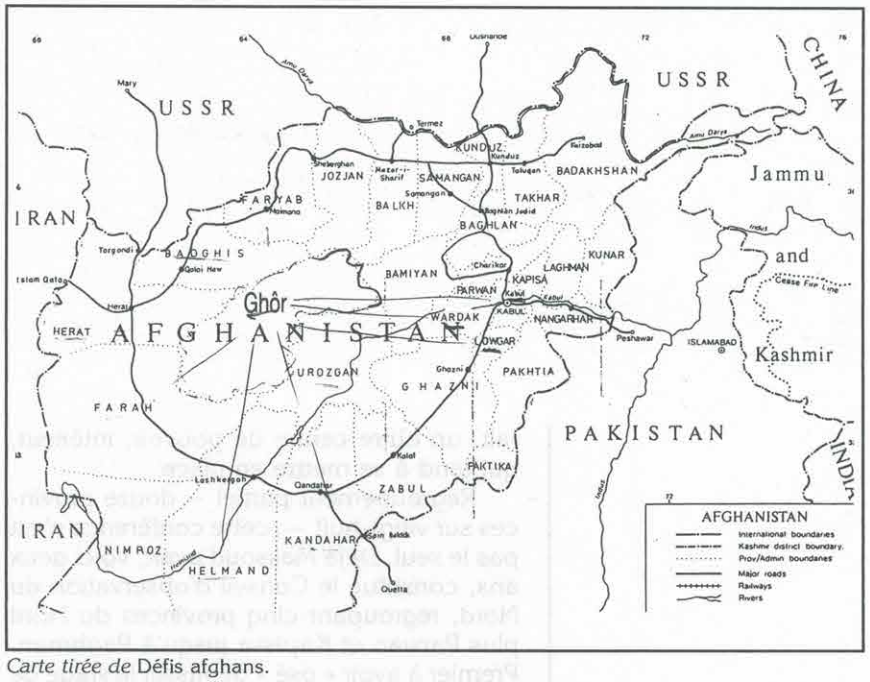
La mosaïque de la résistance afghane reste bigarrée, mais c'est une mosaïque qui bouge. Si quantité de secteurs tribaux

peuvent demeurer côte à côte dans leurs vallées, voire s'affronter comme par le passé mais plus dangereusement que jadis parce qu'équipées d'armes modernes, la conscience du caractère funeste de cet archaïsme n'a pas manqué de travailler les esprits, surtout ceux des plus jeunes « commandants » que la guerre a projetés vers un horizon politique plus large.

Ce n'est pas de cette année que datent certaines collaborations militaires de groupes et de formations de localités, d'ethnies et d'affiliations politiques différentes. Cela a particulièrement lieu dans la zone — brûlante — de Kandahar où ces guérillas diverses s'entremêlent, parfois à seulement un quart d'heure de marche de distance de l'une à l'autre, mais se concertent en un Conseil des commandants pour le règlement des conflits et pour l'action en commun contre l'envahisseur.

Le nouveau de cette année se situe toutefois à un niveau très supérieur. Entre le 12 et le 23 juillet dernier, dans la province centrale de Ghor, à trois cents kilomètres de Kaboul, à l'initiative d'Ismaïl Khan qui porte le titre d'émir général des moudjahiddins du Jamiat Islami pour les provinces de Herat, Ghor, Baghdis, Faryab, Farah, Helmand, Kandahar, Urosgan, Wardak, Logar et Kaboul — le plus prestigieux commandant avec Massoud —, s'est réunie une « conférence au sommet » des moudjahiddins de douze provinces, soit mille deux cents personnes opérant sur le centre et le sud-ouest du pays. L'appartenance des participants n'est pas bien connue ; la plupart, sans doute, appartenaient au Jamiat, comme Ismaïl Khan lui-même. Mais d'autres appartenances sont mentionnées.

Cette question de l'appartenance politique pose d'ailleurs un problème général. Si la grande majorité, sinon la quasi-totalité, des « commandants » (donc des groupes de combattants) appartiennent à l'un ou l'autre des partis dits de Peshawar — et ne serait-ce que parce que c'est le moyen le plus sûr d'être armé —, cette appartenance n'a rien, la plupart du temps, d'une inféodation, sauf dans le cas du Hezb-é Islami de Gobuldin Hekmakiar, le parti fondamentaliste sunniste, organisé de façon centralisée, aussi étroitement qu'un parti stalinien.



Carte tirée de Défis afghans.

Ce caractère « souple » de l'appartenance se manifeste jusque dans la résolution de la conférence de Ghor, par le principe de la primauté politique qu'elle revendique pour le combattant : *« 1. Le droit de décider de l'avenir de l'Afghanistan appartient aux héritiers des martyrs et aux moudjahiddins croyants qui sont engagés dans une lutte acharnée sur les champs de bataille et sont prêts au martyr. Personne ne pourra passer outre à ce droit.* (...) *15. Il a été décidé de tenir une deuxième conférence dans les six mois pour former le Conseil révolutionnaire suprême de la Jihad, décider de l'avenir du peuple afghan et décider de la réalisation et de la coordination des opérations militaires.* (...) *18. Dans toutes les provinces et tous les districts doivent se tenir des conseils et des conférences destinées à choisir des délégués à la seconde conférence. 19. Le Conseil suprême de la Jihad fera pression sur les organisations de moudjahiddins pour qu'elles parviennent à une véritable unité à l'extérieur, de telle sorte que des mesures militaires décisives à l'intérieur et des activités politiques à l'extérieur mènent au retrait complet des troupes russes. »*

Bien entendu, la conférence a également discuté des *« moyens d'intensifier les opérations coordonnées et générales contre les troupes d'invasion russes dans tout le pays »* et des *« problèmes sociaux et économiques »*, prévu d'installer *« des bases comme certains sites stratégiques »*, des cours de justice *« reconnues par toutes les organisations »*, discuté des problèmes médicaux, etc.

Ainsi, à côté de l'Alliance islamique, qui reste un cartel d'organisation politiquement assez impuissant, tant du fait des oppositions qui tendent son unité obligée, que par sa dépendance à l'égard du pouvoir d'accueil pakistanais, c'est bien, en

fait, un autre centre de pouvoir, intérieur, qui tend à se mettre en place.

Regroupement partiel — douze provinces sur vingt-huit —, cette conférence n'est pas le seul. Déjà Massoud avait, voici deux ans, constitué le Conseil d'observation du Nord, regroupant cinq provinces du Nord plus Parwan et Kapissa jusqu'à Paghman. Premier à avoir « osé » dépasser le stade de la localisation des forces qu'il a rassemblées à partir de la vallée du Panshir, son Conseil du Nord a articulé autant de comités qu'il y a de problèmes à résoudre : politique, militaire, culturel, financier, sanitaire, judiciaire, accompagné du renforcement des administrations correspondantes. Son organisation militaire est, elle, articulée à quatre niveaux, du village, du canton, du district, enfin de groupes centraux, les plus mobiles, auteurs de récentes opérations de Massoud sur les positions soviéto-afghanes de Fakhar, Narhin et, tout dernièrement, de Kalafghan, prise en quarante-cinq minutes au prix seulement de trois blessés (notons au passage que Massoud est le seul commandant à ne pas avoir de Stingers).

La réussite d'un Congrès national de la résistance intérieure serait un élément bouleversant toute la situation de ce pauvre pays ; la meilleure assurance de la possibilité d'une issue positive.

Une telle perspective en inquiète plus d'un, car personne ne peut assurer qu'il réussira à manipuler les combattants. On n'impose pas n'importe quoi à un peuple en armes.

Jeu de puissances

L'Afghanistan n'a pas d'alliés. Le Pakistan de Zia a toujours contrôlé son armement. Il s'efforce de garder le contrôle des négociations indirectes de Genève. L'appui qu'il apporte aux partis de l'Alliance islamique est inégal et change selon des calculs politiques très « orientaux ». Les vieilles revendications territoriales qui ont si lontemps opposé les deux pays ne sont qu'en sommeil. Malgré la disproportion démographique (le Pakistan a soixante millions d'habitants alors que l'Afghanistan en comptait dix-sept), le Pakistan craindrait un Afghanistan fort. L'objectif pakistanais pour l'« après-guerre » tend à conserver la situation de tuteur que la guerre lui donne, tout au moins sur les partis. Rien ne viendra de ce pays pour favoriser une expression démocratique du peuple afghan.

Le voisin de l'Ouest est pire. L'Iran khomeiniste avait jusqu'ici tendu à isoler le Hazaradja chiite. Mais cette année, brusquement, l'Iran s'est désinvesti de l'Afghanistan, entraînant un heureux recul de l'influence khomeiniste. Le plus probable est que l'attitude soviétique dans la guerre du Golfe est ce qui explique le revirement iranien envers la cause de son voisin de l'Est. Mais, déjà, l'URSS change encore de politique iranienne, peut-être comme conséquence des négociations Gorbatchev-Reagan.

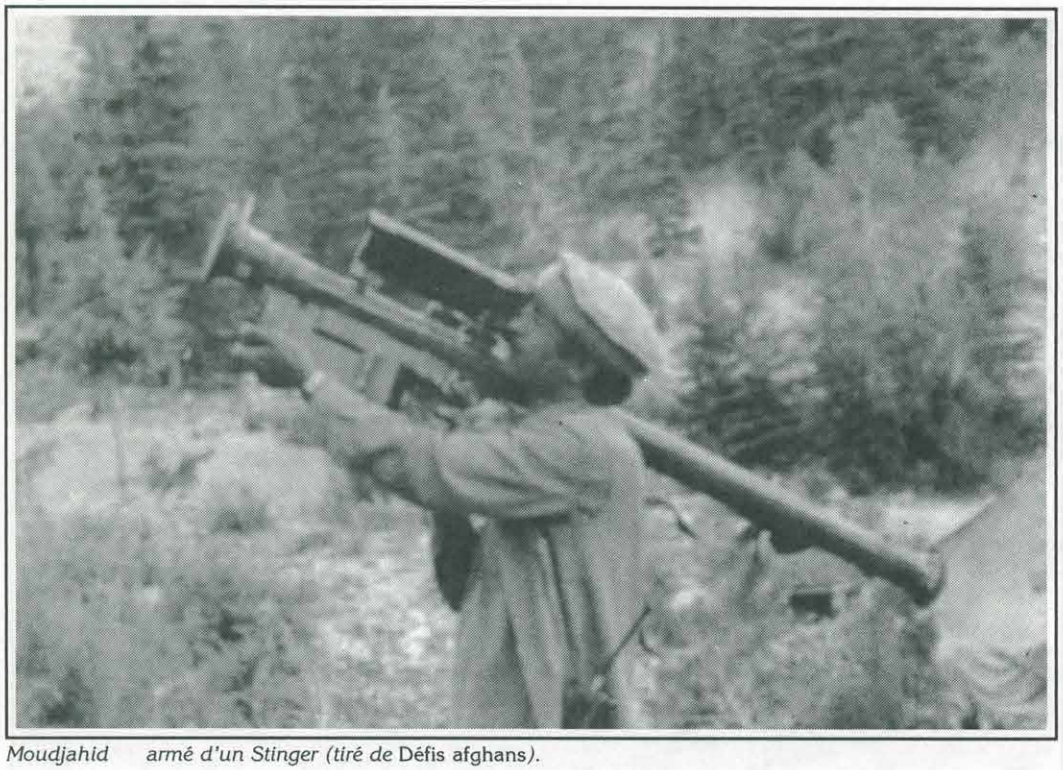
Et Gorbatchev ? Que veut-il ? Que peut-il ?

Déjà, il y a un an, nous écrivions que Gorbatchev désirait probablement le retrait de l'URSS de sa « plaie ouverte » afghane, obstacle de poids dans sa politique générale, mais que c'était assurément pour lui une opération des plus difficiles.

La politique afghane de l'URSS est le domaine où le *glasnost* est le plus... obsur. Un long séjour de Nadjibullah en URSS, suivi de longues palinodies sur la « réconciliation nationale » n'ont débouché sur rien qui ait fait bouger la situation si peu que ce soit. La reprise des négociations de Genève a vu, à nouveau, les Soviétiques varier sur des possibilités de retrait de leurs troupes, avec entre « sept à douze mois », mais... après la formation d'un gouvernement de réconciliation nationale. C'est dire après... l'irréalisable, le retrait des troupes soviétiques étant la condition préalable posée par la résistance.

Le resserrement du dispositif militaire soviétique en Afghanistan ne peut pas être considéré comme plus politique que militaire. Cependant, la nécessité militaire peut n'avoir pas été exempte d'arrières-pensées politiques.

Si l'objectif de Gorbatchev est de se retirer sans porter la responsabilité d'une



Moudjahid armé d'un Stinger (tiré de Défis afghans*).*

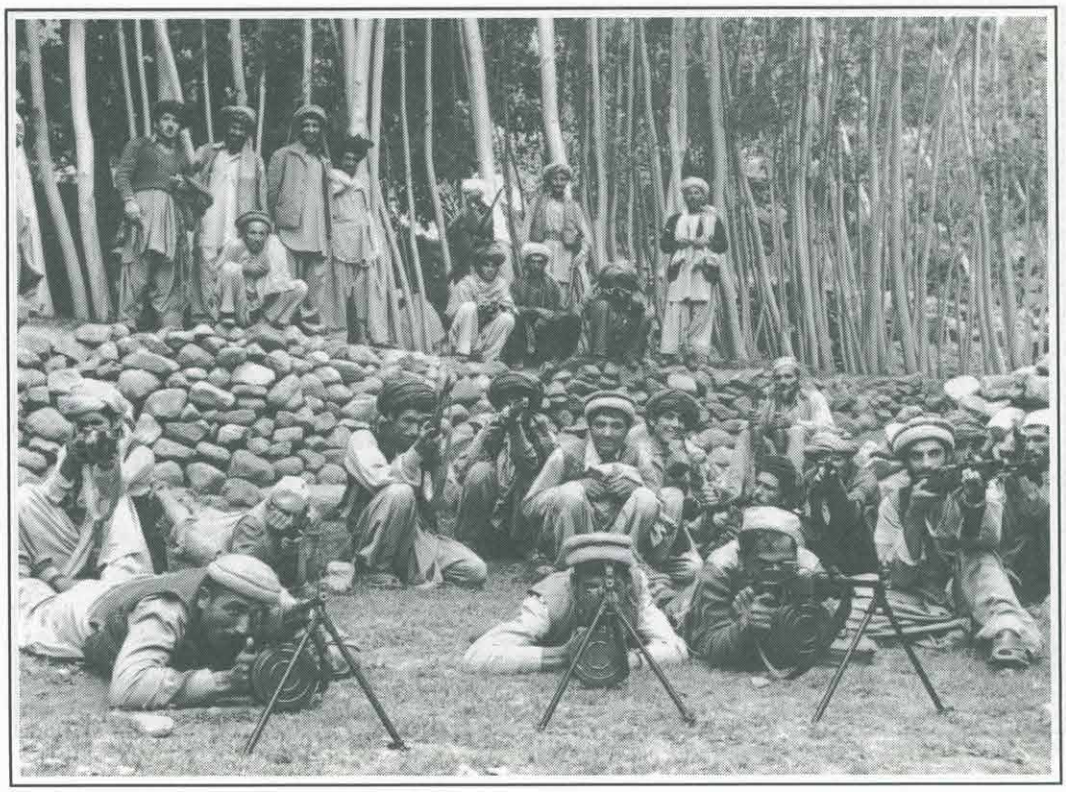
défaite, l'abandon progressif de son fantoche Nadjibullah à ses propres forces n'est-il pas envisageable ? Ce serait, certes, une opération risquée dans ses effets, étant donné que le retrait soviétique signifierait l'effondrement immédiat de son régime Quisling, et qu'il est difficile de savoir quelles conséquences cela pourrait avoir en URSS, non seulement dans l'esprit des masses mais surtout dans l'utilisation que pourraient en faire les adversaires du secrétaire général.

Les opérations politiques de Nadjibullah ressemblent assez bien à des tentatives de parer à une telle éventualité ou, au moins, de tenter d'y faire face. La convocation, les 29 et 30 novembre, de la grande Jirgah de Kaboul tendait à fonder une légitimité proprement afghane à un gouvernement qui avoue par-là même qu'il n'en a aucune, et à opposer cette légitimité à celle que fonderait la conférence prévue à Ghor, c'est-à-dire celle d'un Conseil révolutionnaire suprême de la Jihad. Mais, malgré l'autocritique de la réforme agraire de 1978 et la référence islamique mise à la nouvelle Constitution qui fait de Nadjibullah le président — pour sept ans ! — de la République d'Afghanistan, cette cérémonie n'a trompé personne alors que, pendant qu'elle se déroulait, les moudjahiddins pouvaient se permettre de bombarder Kaboul aux roquettes, que les Soviétiques ne parvenaient pas à lever le siège de Khost, bloqué par la résistance, et qu'un général de l'armée afghane, Ismat Muslim, surnommé le Bandit, rallié typique, corrompu jusqu'à la mœlle, engageait, à deux pas de la Jirgah, une bataille contre les forces de sécurité qui devaient l'abattre et massacrer au canon sa petite armée privée. De tels signes sont sans équivoque.

Que peut-il bien subsister du PDPA, le parti stalinien afghan ? Sous le règne de Babrak Karmal, les membres de la tendance Khalk avaient été sévèrement décimés, et certains étaient même passés à la résistance. Sous Nadjibullah, c'est la tendance Parcham qui vient de subir des centaines d'arrestations, suivant l'envoi de Karmal en URSS et l'attentat à la voiture piégée qui a fait soixante-douze morts et a été attribué à ses partisans.

Les rats quittent le navire, et ceux qui y sont rivés font la chasse au rat. Le pouvoir soviétique sait cela mieux que personne, et on peut aussi supposer qu'il y a comme un signe du désir de retrait dans la publicité que donne la presse d'URSS aux méfaits de la guerre. *La Pravda* elle-même, avec la grande science du double langage qui distingue la presse stalinienne, nourrit son courrier des lecteurs de lettres qui étalent les plaintes d'anciens combattants d'Afghanistan et de leurs parents et, tout en pointant un index accusateur vers les mauvais citoyens qui n'aident ni n'honorent ces vitcimes de la « guerre internationaliste », semble bien préparer le sentiment du « assez comme ça ».

Un médecin a dit à un combattant blessé : « *Je ne vous ai pas envoyé en Afghanistan.* » Mais on ne nous dit pas quelles circonstances ont amené cette exclamation. Le père d'un sergent de la garde, mort en Afghanistan, a écrit à *la Pravda* une lettre de vingt-sept pages qui rapporte l'indifférence méprisante des bureaucrates à l'égard de sa perte et de sa douleur, mais aussi — ce qui est intéressant — la discrétion dont on a entouré les obsèques et la tombe de son fils : « *Sur la pierre tombale de mon fils, il y a seule-*



ment écrit ses dates de naissance et de décès (on peut penser qu'il a été victime d'une bagarre d'ivrognes)... Pourquoi donc on ne doit pas écrire qu'il a péri en accomplissant son devoir internationaliste en Afghanistan ? De quoi avons-nous honte ? »

Un sapeur, qui a perdu les jambes, la main gauche et est revenu criblé de blessures d'éclats, ayant sauté sur une mine, a eu une crise de nerfs dès qu'il est sorti de l'hôpital : *« Au comité militaire, on ne voulait même pas lui parler parce qu'on n'avait pas encore reçu de l'hôpital son livret militaire ; il lui a fallu beaucoup de nerfs pour être repris à son emploi (...) et, tout à coup, tout à fait récemment, les médecins l'ont fait passer du deuxième groupe d'invalidité au troisième (...) et pour son logement la question n'est pas encore résolue, et quand elle sera résolue, on ne sait pas. »*

Un autre démobilisé de Sébastopol vit avec sa femme et un petit enfant dans une cuisine d'été. *« Au comité de ville, on (...) l'a mis sur une liste d'attente pour un logement de coopérative. Mais il n'a pas la possibilité de payer un logement de coopérative, et quand sera-t-il encore disponible. »* Ce soldat a *« été deux fois blessé en Afghanistan et décoré pour son courage de deux ordres de l'Etoile rouge. »* Le journaliste glisse benoîtement : *« C'est comme si nous reconnaissions certaines erreurs que peut-être nous n'avons pas faites. »*

On n'en est pas encore à répondre à la question *« De quoi avons-nous honte ? »* en parlant des villages brûlés, du bétail massacré et de ces enfants aux chairs lacérées, labourées, aux os brisés qu'a vus Alain de Brures, en août dernier, dans la vallée du Laghman, au nord-est immédiat de Kaboul, où il s'efforce de sauver la terre et les cultures de ceux qui sont accrochés au sol.

Echapper à la honte, au crime de ce piège ? Gorbatchev le peut-il ? Depuis ses étranges vacances où son numéro deux, Ligatchev, a pris le contrepied de sa politique, depuis la contre-offensive où est tombé son meilleur flanc-garde, Eltsine, Gorbatchev a fait un pas en arrière. Guerassimov, chef du département de l'information du ministère des Affaires étrangères, en déclarant le 16 novembre, à Munich, que les troupes soviétiques pourraient se retirer dans un délai de sept à douze mois, allait encore trop loin pour le corps bureaucratique stalinien anti-Gorbatchev. Dès le lendemain, Guerassimov était désavoué : *« La position soviétique est bien connue. Elle a été exposée clairement. Il ne s'agit pas seulement d'une question de date ou de délai, mais de la cessation des ingérences dans les affaires afghanes et des garanties contre de futures ingérences. »*

Le 10 décembre, au terme de ses entretiens avec Reagan, Gorbatchev confirmait : retrait des troupes soviétiques en un an, voire moins, à condition que les Etat-Unis cessent d'armer les Afghans, en particulier en Stingers. En somme, « livrez les Afghans pieds et poings liés à nos contras bien armés par nous, et nous partirons ».

Pas de règlement en vue, donc. La guerre continue avec sa misère pour les réfugiés, la mort et la ruine pour ceux de l'intérieur.

Michel Lequenne

Les citations et une partie des informations de cet article sont extraites de divers articles de *Défis afghans* n° 15, novembre 1987.

thèmes centraux des numéros à venir

Janvier. Le néo-libéralisme en faillite ?
Février. Pauvreté, marginalité, exclusion...
Mars. Travail, valeur : Habermas en débat.
Avril. Les politiques de la science et de la technologie.
Mai. Vingt ans après 68.
Juin. Sud-Nord.

. . . . . .

Bulletin d'abonnement/10 numéros par an
Vente uniquement par abonnement dans certaines librairies
☐ Soutien : 500 F ☐ Normal : 300 F ☐ Etudiant : 225 F ☐ Etranger : 350 F
A l'ordre de la société du journal M, 209, rue Saint-Maur, 75010 Paris

Nom et prénom

Profession Tél.

Adresse

CRITIQUES SOCIALISTES

Numéro automne 87 sur l'Etat

Abonnement :
20 dollars canadiens

Chèques ou mandats
à l'ordre de
Critiques socialistes,
64, rue Lavallée, Hall,
QUEBEC J82 1P4

CAHIERS
d'étude et de recherche

publiés par l'Institut international de recherche et de formation
(commande à PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil)

ABONNEMENT A DOMICILE

	France DOM-TOM	Etranger
2. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste	450 F	500 F
3. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE	160 F	
4. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an	150 F	170 F
5. CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)	65 F	75 F
6. INPRECOR (quinzomadaire), 1 an	250 F	250 F
7. QUATRIEME INTERNATIONALE (4 numéros)	100 F	170 F

6. ABONNEMENT DE SOUTIEN (Rouge et Critique communiste)
3 mois : 200 F — 6 mois : 400 F — 1 an : 800 F

Nom . . . . . .
Prénom . . . . . .
Adresse . . . . . .
. . . . . .
Formule choisie . . . . . .

Règlement à l'ordre de la PEC,
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.
☎ 48 59 00 80

Le miracle Héraclite

MICHEL LEQUENNE

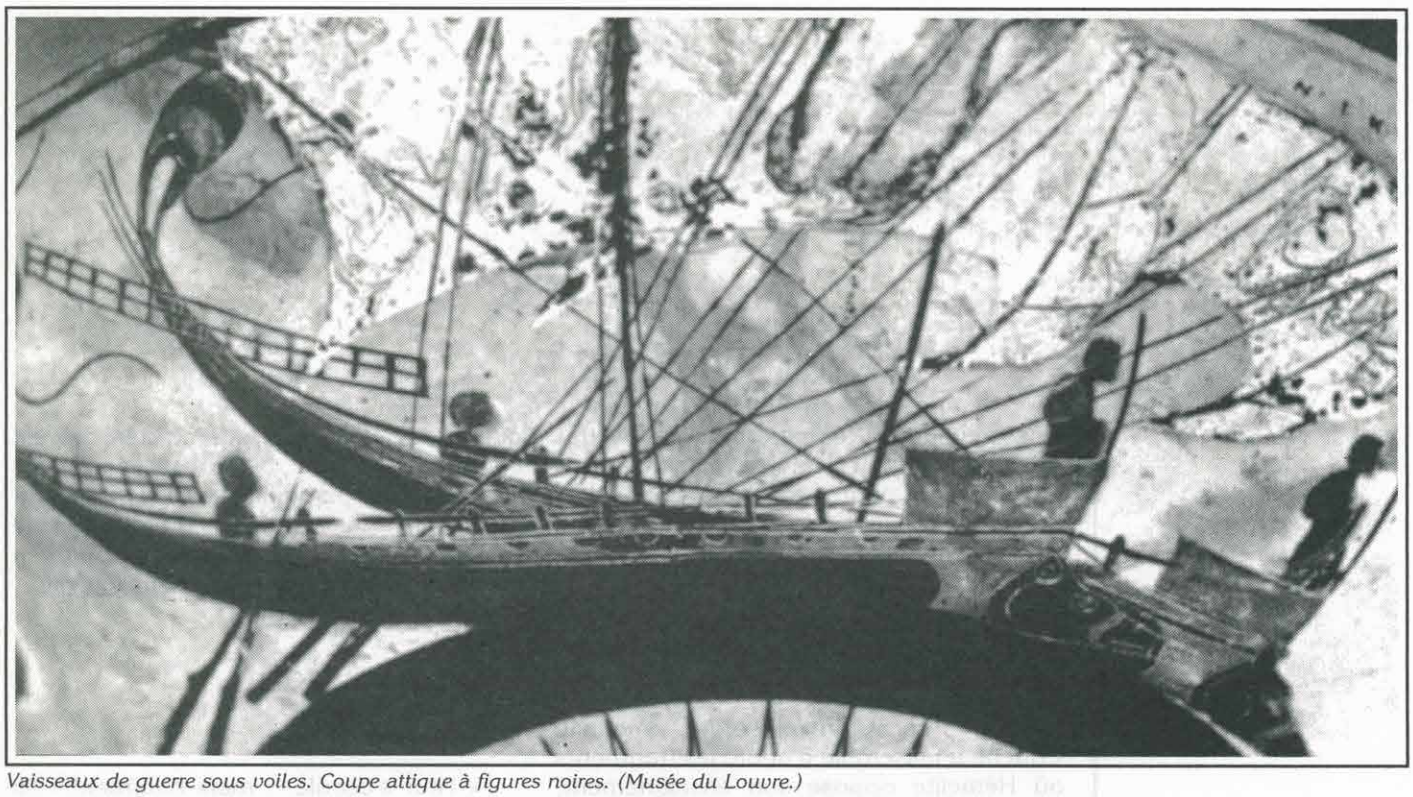
POUR beaucoup de marxistes, le nom d'Héraclite n'évoque qu'un père lointain et très abstrait de la dialectique, généralité qui vaut d'ailleurs mieux que le cliché ancien, dû à Lucien de Samosate, du « philosophe qui pleure » opposé à Démocrite, le « philosophe qui rit ». Celui qui, à partir de cela, s'est avisé de lire la traduction des courts fragments qui nous restent d'Héraclite (selon les « éditeurs », entre cent trente-cinq et cent soixante et un), tels qu'ils étaient fournis par Jean Voilquin [1], par Yves Battistini [2], voire dans l'ancienne édition de Maurice Solovine [3], risquait fort d'être déçu ou dérouté : quelques généralités répétées sur la fluidité universelle, d'autres, à allure d'aphorismes banals, d'autres enfin, bizarres, voire apparemment absurdes.

Les Anciens l'appelaient Héraclite l'obscur. Et le fait est que ceux mêmes qui lirent son livre le disaient « difficile à comprendre et à expliquer », selon les mots de la lettre apocryphe attribuée au roi Darius par Diogène Laërce [4]. Qu'un exemplaire unique de ce livre ait été détruit dans l'incendie du temple d'Ephèse allumé par Erostrate, ou que ce soit le désintérêt pour un ouvrage que l'on ne comprenait plus et/ou dont ce qu'on en comprenait sentait le soufre (en particulier pour les chrétiens des premiers siècles) qui l'ait fait négliger par nos intermédiaires arabes et byzantins, toujours est-il que ce qui reste de ce philosophe ressemble à ces fragments de statues que les archéologues distribuent selon leur plus ou moins bonne inspiration dans un espace vide selon une hypothétique disposition de l'œuvre entière et dont on ne peut que deviner qu'elle était majestueuse. Diogène Laërce, au IIIe siècle de notre ère, ne le connaissait que par ouï-dire et ne sait pas si son titre était *les Muses*, *De la nature*, *Un bon gouvernail pour le voyage de la vie*, *Science des mœurs* ou *Explication de l'ordre des choses*. Mais il affirme qu'il était divisé en trois parties : sur le tout, sur la politique et sur la théologie, ce qui est plausible.

Par rapport à tout ce qui précède, l'édition des *Fragments* qu'a donnée Maurice Conche en 1986 [5] est révolutionnaire. On peut dire qu'il est à Héraclite ce que Cuvier a été à la faune fossile. Il restaure le sens total du livre perdu par un prodigieux travail d'intellection mené par tous les moyens de la philologie, de la critique historique du texte des sources ainsi que des commentaires de ses devanciers, mais surtout, en partant de l'*a priori* de la logique et de la cohérence de la pensée héraclitéenne. Le résultat est impressionnant.

Tout à coup, Héraclite l'obscur devient Héraclite le lumineux, un pré-Hegel (pressenti par Hegel, qui avait dit de lui : « Avec Héraclite, la terre est en vue. »), d'une hauteur de vue sans précédent et, pendant plus d'un millénaire après lui, sans égal. Restitué par Maurice Conche, Héraclite s'élève comme le plus grand philosophe de l'Antiquité, le seul peut-être dont le message puisse porter jusqu'à nous. Et qu'un tel enseignement nous vienne de si loin fait à nouveau s'écrier « Miracle ! »

Mais, pour les matérialistes, les miracles doivent s'expliquer. Ce qu'on a appelé le « miracle grec » s'applique, comme l'écrit Jean Voilquin, aux « immenses progrès que le peuple grec, particulièrement doué, a fait faire à la pensée humaine ». Ce progrès est surtout manifesté par la pensée des philosophes dits « présocratiques », surgis brusquement entre la moitié du VIe siècle et celle du Ve siècle avant notre ère. Bien qu'elle ne soit pas évidemment sans sources, ce qui lui donne son caractère de « miracle » consiste en cela qu'elle constitue pour la pensée un véritable *saut qualitatif*. Ce n'est pas pour rien qu'on appelle aussi ces philosophes des « physiciens ». En effet, même si les dieux ont encore une place dans les systèmes de la plupart d'entre eux, ces dieux ne sont plus les créateurs et moteurs du monde, et cette rupture est sans doute la plus importante dans l'histoire de la pensée humaine. Les systèmes de ces philosphes tentent tous de fonder une conception rationnelle du monde, en général par une dynamique de trois ou quatre éléments matériels (eau, terre, air, feu) qui vont subsister dans les théories physiques du monde occidental jusqu'à la veille des temps modernes. Ce qui stupéfie chez ces philosophes, c'est la



Vaisseaux de guerre sous voiles. Coupe attique à figures noires. (Musée du Louvre.)

profondeur de leurs intuitions et déductions, alors qu'ils ne disposaient que des plus rudimentaires outils d'expérimentation et de la plus balbutiante des sciences objectives. Il y a fallu que la pensée soit « libérée » de la plupart des craintes et contraintes qui pesaient sur l'espèce humaine depuis sa naissance. Et cette « libération », elle est la conséquence du bref moment d'essor, grâce à une quantité d'éléments favorables accordés par l'histoire, d'une société harmonieuse en ses contradictions, de collectivités de taille modérée, de cités non-séparées de la campagne, mais en équilibre avec elle, où le développement des forces productives — en particulier de la métallurgie — a fourni la production de surplus libérateurs, où l'invention d'une écriture alphabétique a permis que la culture cesse d'être le privilège d'une élite fermée et où, enfin, la lutte de classes a dégagé une démocratie que ses conflits mêmes maintenaient dynamique [6].

Tel est le milieu où naît la philosophie. Ou, plus exactement, *les* philosophies ; car, autre étonnement, c'est que, d'un seul coup, *tous* les systèmes philosophiques possibles, de l'idéalisme absolu (Parménide) au matérialisme radical (Démocrite), sont conçus, tels que l'on peut dire que l'histoire entière de la philosophie jusqu'à Hegel (voire jusqu'à nos jours, dans la mesure où les philosophies — au sens classique du terme — ont encore des surgeons) ne seront plus que développements et approfondissements de l'une ou l'autre de ces philosophies, ou de leurs combinaison.

Dans ce concert d'esprits prodigieux, Héraclite tient, de longue date, une place à part. Mais, en le dégageant de la gangue des interprétations d'auteurs qui ne le comprenaient pas et en retrouvant la continuité cohérente de sa pensée et, par là même, de toutes ses implications, Maurice Conche, répétons-le, le place au tout premier plan.

L'incompréhension si rapide, immédiate même, et quasi générale d'une pensée si haute pose un problème, dont la solution est peut-être que c'est précisément parce qu'Héraclite s'élevait trop au-dessus de son temps qu'il ne pouvait avoir ni disciples ni postérité. Dans l'ordre des sciences, la même chose n'arriverat-elle pas à Aristarque qui, deux siècles avant notre ère, découvrit l'héliocentrisme.

L'élucidation à laquelle est parvenu Maurice Conche l'a amené à un reclassement des cent trente-six fragments qu'il a reconnus comme authentiques. S'il n'a pu reconstituer le livre perdu, il en replace les pièces de puzzle de telle façon que la dessin de l'ensemble réapparaît, parfaitement lisible, en dépit des vides.

A ce stade, une autre difficulté de lecture subsistait cependant pour les modernes. Héraclite parle un langage de son temps, dans un cadre culturel commun qui n'est plus le nôtre. Un autre aspect du travail de Maurice Conche est l'explicitation des références, directes ou sous-entendues, aux autres philosophes du temps, aux poètes, aux événements politiques, voire à la vie quotidienne et aux mœurs du siècle. Au-delà, la dernière difficulté n'était plus — mais elle était de taille — que la pénétration d'un discours procédant largement par aphorismes, qui n'ont rien d'ésotériques, comme on a pu le croire, mais qui, appartenant à la tradition cultu-

relle grecque du temps, provoque au travail de l'esprit, qu'Héraclite, plus qu'aucun autre, exige pour « réveiller » les « dormants ».

Le « logos » et l'univers

Dans son nouvel ordre, Maurice Conche a rassemblé d'abord les fragments où Héraclite oppose son enseignement, dans sa nouveauté absolue, à toute saisie vulgaire du monde, particulière, soumise aux désirs, aux préjugés et aux intérêts immédiats.

Logos est un mot grec dont les traductions possibles sont très variées. Héraclite ne l'emploie qu'au sens de *discours vrai*, non pas théorie — par nature hypothétique — mais « mise à la lumière », révélation de la vérité de l'univers. Celle-ci, tout d'abord, semble s'épuiser en se définissant. C'est ce « Tout s'écoule » qui dit la dialectique universelle. Mais il ne s'agit pas, comme en d'autres pensées, d'un constat désabusé de l'impermanence des choses, mais d'une loi dont les implications sont révolutionnaires.

« Tout s'écoule », donc, voici les dieux — les « immortels » — soumis eux-mêmes à la temporalité : « *Ce monde, le même pour tous, ni dieu ni homme ne l'a fait, mais il était toujours, il est et il sera, feu toujours vivant, s'allumant en mesure et s'éteignant en mesure* » (fragment 80 [7]). Détrônés, les voici bientôt réduits à n'être plus que la négation des « mortels », leur rêve de n'être pas « im-mortels » (fragment 106), ou bien fondus en un seul principe, à la fois Zeus et Hadès, la Vie et la Mort, voire le Tout (fragment 111), dieu spinozien avant la lettre.

« Tout s'écoule », et voilà l'immortalité de l'âme niée, et toute l'humanité relativisée. « Tout s'écoule » et toute stabilité de substance disparaît. Le passé n'est plus, l'avenir n'est pas : il n'y a plus qu'un présent en devenir.

En absolue conséquence avec lui-même, Héraclite nie tout « arrière-monde ». Tout est donné. Et si la « nature se cache », si les phénomènes se dérobent, l'intelligence humaine peut débusquer toute réalité. Cependant, Héraclite est critique à l'égard de tous les savoirs — sciences — particuliers, en ce qu'ils sont précisément vues partielles du réel. Il exige de tout savoir le regard du *logos* qui dit la loi générale de la dialectique universelle.

Une physique dialectique

« Tout s'écoule », mais comment ? Ni épuisement du monde, ni éternel retour. La dialectique universelle d'Héraclite est balancement des contraires assurant l'équilibre infini de la nature. Sans cesse rompu, l'équilibre se reconstitue par inversion du mouvement. Mais au même niveau. Son mouvement est pendulaire. Ce n'est pas la dialectique hégélienne (et marxiste) où la synthèse est un progrès par rapport à la thèse et à son antithèse dans un mouvement de transformation continue.

Héraclite explicite cette dynamique universelle en une physique des élements dont, pour sa part, il ne retient que trois : le feu, l'eau, la terre, qui se transforment, non de façon cyclique mais dans un mouvement descendant et montant : feu-eau-terre/terre-eau-feu. Plus de deux mille ans avant Lavoisier, Héraclite aurait pu dire : « Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme. » Pour lui, la quantité de matière-énergie reste toujours égale.

Quoi qu'il puisse nous paraître, sa conception des éléments n'a rien de grossier. Elle est interprétation de phénomènes réels dont il saisit la parenté ou la liaison : activité solaire, électricité atmosphérique, cycle biologique de la vie des végétaux, des animaux, de l'homme... dont « *les cadavres* [sont] *à jeter, plus que les fumiers* » (fragment 92).

Dans cette physique, le feu, subtil, est l'élément primordial, parce que le plus incorporel ; et de feu subtil sont constituées les âmes. Etonnante intuition de l'unité énergétique des plus complexes manifestations de la matière. Certes, aller au-delà de telles intuitions — et *a fortiori* les synthétiser, par exemple avec la théorie atomistique de Démocrite — n'était pas possible dans les conditions matérielles de ce temps, et c'est probablement ce qui expli-

que qu'elles n'aient pu survivre, ne pouvant se développer. Il n'en est que plus remarquable de constater l'ampleur des conséquences morales et politiques qu'Héraclite tirait des siennes.

Une politique et un humanisme

L'humanité regardée à la lumière du *discours vrai* sur la dialectique universelle apparaît comme entièrement soumise à sa loi. Point de vue hautain, aristocratique, méprisant pour les petits intérêts vulgaires, tragique, mais dédaigneux même du pessimisme dans l'acceptation souveraine de la loi cosmique en quoi réside la seule Sagesse.

Mais le philosophe n'en déduit pas un mépris du monde (ce qui suppose toujours l'aspiration à un autre monde qui serait meilleur, ne fut-il qu'un nirvana). Au contraire, la vie — fluente, en perpétuel devenir — est la valeur qu'il tend à fonder sur l'ordre même des inévitables contradictions. Réaliste, au sens le plus profond, Héraclite enseigne qu'il n'y a pas de bonheur sans malheur, de satiété sans faim, pas plus que de jour sans nuit ou de sec sans humide. Il est anti-utopiste en ce sens qu'il est inconcevable de viser quelque positif que ce soit privé de négatif. Mais, pour autant, la fatalité de la lutte des principes contraires n'implique pas pour lui une justification de l'excès d'un principe contre l'autre.

Il décèle que la nature ne connaît pas de démesure, parce qu'elle s'autorégule, alors que seule l'humanité s'y adonne. Or, la démesure humaine n'est pas éteinte par le jeu des lois naturelles. C'est à l'homme lui-même de l'éteindre. Cela fonde une véritable « écologie » d'Héraclite qui était contemporain de l'invasion de la Grèce par Xerxès, le coupeur de montagne, l'homme qui jeta un pont sur l'Hellespont (les actuelles Dardanelles) pour réunir l'Asie à l'Europe, images même de la démesure [8].

Certes, l'opposition des contraires est « guerre ». Et Héraclite croit la guerre nécessaire autant qu'inévitable (comme le croira Hegel), mais, bien au-delà des conditions du temps et des cités de l'Ionie — dont l'une, Ephèse, est la patrie du philosophe qui ne semble ne l'avoir guère quittée — qui ont à défendre leur indépendance contre l'empire Perse « démesuré », c'est le principe universel de guerre que vise le philosophe : « *Il faut savoir que la guerre est universelle, et la joute justice, et que, engendrées, toutes choses le sont par joute, et par elle nécessitées* » (fragment 128). La guerre assimilée à la joute, et d'ailleurs à celle d'*agôn* (concours, sport, jeu), c'est, en fin de compte, la lutte constitutive sans laquelle les choses se dissoudraient dans le néant de la mort, lutte qui doit être réglée, objet de loi elle-même, à ne pas outrepasser. Même dans le poème d'Homère qui célèbre pourtant une guerre, voire le prototype de la guerre, Athéna arrête Achille, le guerrier en sa démesure, par les mots : « Arrête, ne va pas plus loin. » C'est dire combien nos guerres modernes seraient aux yeux d'Héraclite l'image de la plus effroyable démesure. Sa pensée, sur ce terrain, est encore éclairée par le résultat qu'il assigne à la guerre, au sens propre du mot : « *les uns elle les a fait esclaves, les autres libres* » (fragment 129). En ces temps sans prisonniers de guerre, le vaincu est voué à l'esclavage. Mais, là, Héraclite touche quelque chose qui ressemble fort à une morale de la lutte sociale, de classe, au travers de la dialectique du maître et de l'esclave : les esclaves ne sont esclaves que par la volonté d'obéir au maître.

Guerre-joute aussi que la lutte des sexes, opposition des principes mâle et femelle ; joute fondamentale même par laquelle toutes les choses sont engendrées. Mais, là encore, Héraclite, seul en ce temps, en cette culture, en sa rigoureuse logique pose l'égalité complémentaire des deux principes complémentaires ; le déséquilibre entre les deux ne pouvant qu'entraîner démesure.

« *L'adverse, bénéfique ; à partir des différents, le plus bel assemblage* », dit le fragment 116. On voit aisément la portée politique et humaine de ce qui ne nous reste ici que comme adage. Contre les pythagoriciens, Héraclite dit que c'est dans la différence que naît l'harmonie, donc le droit de l'autre. Pas de racisme possible à partir de là, ni même de nationalisme. Autre chose est qu'« *il faut que le peuple*

combatte pour sa loi — pour celle qui existe — comme pour un rempart » (fragment 58). Comme tant d'autres, ce court fragment va loin. Il substitue les valeurs qui fondent la vie sociale à la matérialité de la protection de la cité elle-même. Au-delà encore, une telle défense de l'identité politique est tournée non seulement contre l'ennemi extérieur, mais aussi contre l'ennemi intérieur.

Il faut s'arrêter à ces conceptions politiques d'Héraclite. D'origine aristocratique, voire royale, et sacerdotale, il a résigné toutes dignités. Il est à la fois adversaire de toute tyrannie comme de la démocratie. Pour lui, le pouvoir et la législation doivent revenir aux « meilleurs ». Mais qu'on ne s'y trompe pas : ce n'est pas le choix d'une classe comme supérieure de naissance. L'esprit de la joute agonistique veut l'égalité des chances dans la lutte. On est au temps de l'ostracisme qui, visant à l'origine à écarter le tyran éventuel, servit bientôt à neutraliser tout adversaire politique. On lit dans le fragment 37 : « *Il serait à propos, pour les Ephésiens adultes, de se pendre tous et de laisser la cité aux enfants, eux qui ont banni Hermodore, l'homme d'entre eux le plus capable, disant : que pas un seul de nous ne soit le plus capable, ou, s'il est quelqu'un de tel, que ce soit ailleurs ou parmi d'autres.* » (On pense à ce paysan athénien votant l'ostracisme d'Aristide et répondant à la question : « Aristide t'a donc fait du tort. — En rien, je ne le connais même pas ; mais je suis las de l'entendre partout appeler le Juste » [9].) Pour Héraclite, les inégalités naturelles doivent pouvoir se manifester au plan social et politique, pour le bien même de la cité. Maurice Conche a rapproché du fragment précédent celui (le 36) qui concerne Bias, dont le discours politique n'a pas été entendu de ses concitoyens de l'Ionie. Que disaient donc ces hommes ? Ils parlaient pour l'unité ionienne contre l'offensive d'expansion impérialiste perse. L'égoïsme myope de chaque cité, refusant la résistance unie, les entraîna à tomber les unes après les autres. Resituée dans le temps, l'hostilité d'Héraclite aux démagogues qui flattent l'intérêt à courte vue et l'esprit niveleur du grand nombre, tendant d'ailleurs souvent eux-mêmes à la tyrannie, est justifiée.

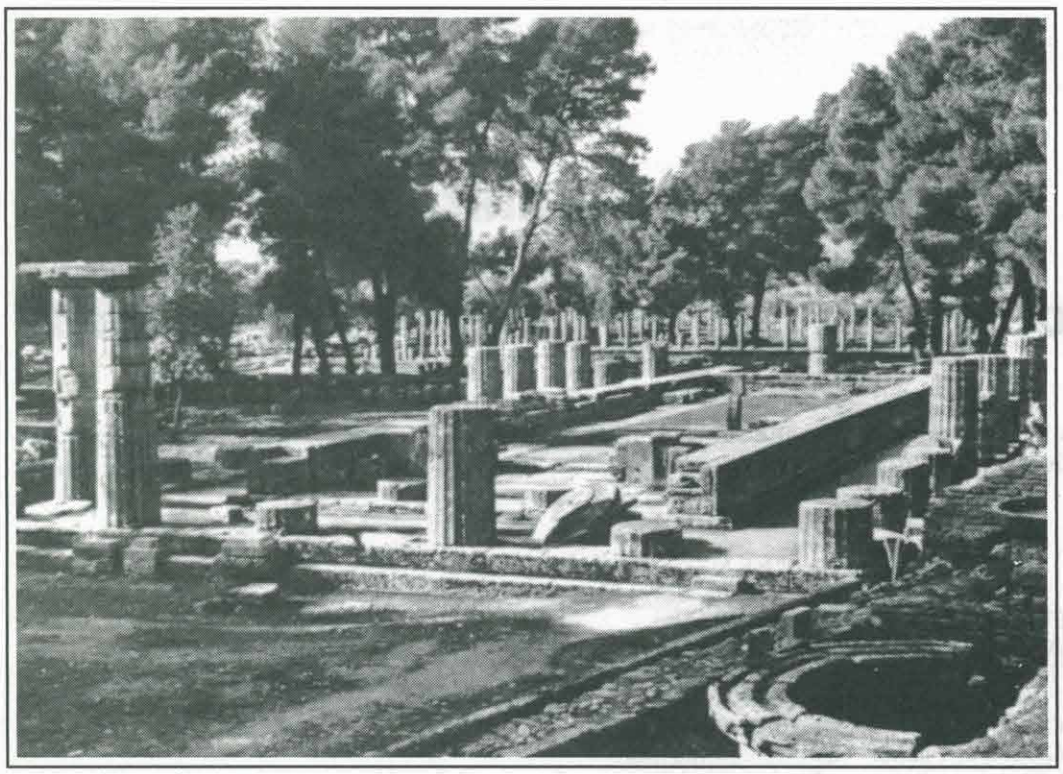
Mais qui sont, dans cette conception, les « meilleurs » ? Ceux qui sont capables de *penser autrement*, du point de vue le plus général, celui de la globalité. Comme affrontement des idées, la démocratie n'est pas récusée par Héraclite, mais exigée. Seulement, il ne lui donne pas ce nom.

De social, l'aristocratisme d'Héraclite se fait philosophique : il s'agit de l'exigence de s'élever au niveau des meilleurs, donc au niveau du *discours vrai*, en passant par la lutte avec soi-même, l'intériorisation, la forme la plus subtile de la lutte des contraires. « *Le manque de foi fuit pour ne pas connaître* » (fragment 72) et « *L'homme stupide, devant tout discours, demeure frappé d'effroi* » (fragment 73). L'homme stupide est ici celui qui recule devant la mise en œuvre des puissances de compréhension qu'il porte en lui. L'enseignement du philosophe, au contraire de la religion, ne va pas dans le sens du désir des hommes, de ce qu'ils croient par éducation, etc., « il oblige celui qui écoute à mettre en question jusqu'au fondement de sa personnalité intellectuelle et morale ». Comment ne pas penser ici au refus d'écoute de l'apport de Marx, de celui de Freud, en leur temps et... en le nôtre.

« *Mauvais témoins pour les hommes, les yeux et les oreilles de ceux qui ont des âmes barbares* » (fragment 75), ces âmes qui colorent les choses selon les désirs ou les croyances. Héraclite appelle à un effort constant pour s'élever au-dessus de l'intérêt immédiat, du particulier, de la jouissance vulgaire.

S'il condamne les rites archaïques, les bacchanales, ce n'est pas par moralisme, mais comme démesure et ignorance que « *c'est le même que Hadès et Dionysos* » (fragment 41), c'est-à-dire Eros et Thanatos, libido et mort. Et ce n'est pas sans déceler en quoi ces cultes obscènes sont des « *remèdes* », spectacles qui libèrent du tort que ce qu'ils représentent nous causerait si nous le pratiquions. Il comprend donc, avant Aristote, le phénomène de la catharsis qui sera quasi oublié dans son importance fondamentale jusqu'à... Freud.

Au chapitre encore des applications à la vie quotidienne d'une philosophie si générale, retenons le fragment 114, où on lit : « *Fatigue, c'est : peiner aux mêmes*



Temple d'Héra à Olympie.

tâches et par elles commencer. » La nature de l'homme, comme toute réalité, veut le changement. L'identique que l'homme s'impose — et combien plus qu'on lui impose — l'épuise, opprime sa nature. Commencer y est recommencer. De loin, Héraclite condamne la division du travail moderne.

« *De tous les hommes, c'est la part : se connaître* » (fragment 60). C'est le « Connais-toi toi-même » du temple d'Apollon à Delphes, mais, avant Socrate, elle ne signifie plus seulement pour Héraclite un « Prends conscience que tu n'es qu'un mortel » mais devient exigence de la prise de conscience de la spécificité humaine, à savoir que l'homme est voué à la connaissance, que la passion de la vérité est la passion propre à l'homme, que, sans la philosophie, il n'y pas d'existence humaine authentique. Quand il écrit : « *Je me suis cherché moi-même* » (fragment 61), Héraclite dit qu'il n'est ni illuminé ni investi par l'extérieur d'un savoir supra-humain, mais qu'il a réussi à se désaliéner par un effort intellectuel, humain. Sans doute est-il aussi le premier à poser que l'élévation à l'universalité n'est pas une transcendance, mais le résultat d'une action sur soi qui est à la portée de tout humain ; plus, qui est le devoir de tout humain.

Comme individu universel, le philosophe dépasse la condition humaine ordinaire et moyenne. Idéal d'humanité qui rejoint la tension de dépassement de l'humanité telle qu'elle est exigée par Nietzsche (dont ce n'est pas par hasard qu'il fut le premier à reconnaître la primauté philosophique des présocratiques [10] qui écrivait : « L'homme est un pont, l'homme est quelque chose qui doit être dépassé. »

Dans la redécouverte de la dialectique et son développement, au travers de Hegel, par Marx, cette tension vers l'homme désaliéné devient celle de l'homme de la société communiste, sans classes, non pas société de fourmis, comprise comme sans tensions ni luttes, mais comme sans démesure, sans violence de l'homme contre l'homme, sans démesure des rapports de l'homme avec la nature, comme société de la lutte de la vie — dont l'homme doit être le champion — contre la mort ; lutte infinie mais où chaque victoire se suffit à elle-même.

Une seule chose n'a pas de contraire équivalent : c'est la vérité que le faux n'équilibre pas. Car le *discours vrai* sur le flux éternel et la lutte des contraires, leur combinaison, seul n'appartient pas au flux des choses. Le discours n'est pas une chose dans le tout. Il est hors du tout pour pouvoir dire et dévoiler le Tout.

L'exigence de poser tout objectif humain, toute conduite humaine sous la lumière des lois de la dialectique universelle, n'est-ce pas celle du *radicalisme*, au sens étymologique de prise des choses à la racine ? La valeur de l'enseignement d'Héraclite tient sans doute à ce que sa puissante lumière — dégagée par Maurice Conche des brouillards qui nous en masquaient le plus vif éclat — nous oblige à nous élever sans cesse du particulier, du local, du plus immédiat et du plus bas horizon pour tout re-situer à partir des exigences fondamentales qui valent pour tous, pour le monde, et dont aucune morale politique ne saurait dévier sous peine de démesure et, donc, d'inhumanité.

Michel Lequenne

1. *Les Penseurs grecs avant Socrate, de Thalès de Milet à Prodicos*, trad., introd. et notes de Jean Voilquin, Garnier-Flammarion, 1964.
2. Yves Battistini, *Trois Présocratiques : Héraclite, Parménide, Empédocle*, collection Idées, Gallimard, 1968.
3. Maurice Solovine, *Héraclite d'Ephèse*, Lib. Alcan, 1931.
4. Diogène Laërce, *Vie, doctrines et sentences des philosophes illustres*, tome 2, Garnier-Flammarion, 1965.
5. Héraclite, *Fragments*, texte établi, traduit et commenté par Marcel Conche, collection Epiméthée, PUF, 1986.
6. *Cf.* J.-P. Vernant, *Mythe et société en Grèce ancienne*, collection Fondations, éd. François Maspero, 1982.
7. La numérotation des fragments que nous utilisons est celle de Maurice Conche.
8. Victor Hugo, « traduisant » Hérodote, peignit de façon saisissante cette démesure dans son poème de *la Légende des siècles, les Trois Cents.*
9. Plutarque, « Aristide », in *Vie des hommes illustres.*
10. *Cf.* F. Nietzsche, *la Naissance de la philosophie à l'époque de la tragédie grecque.*

Critique communiste

Index chronologique des articles parus en 1987

Vous trouverez ci-après le sommaire de chaque numéro de *Critique communiste*, suivi de l'index thématique et des personnalités citées. Nous avons assigné un numéro d'ordre à chaque article, auquel renvoie l'index thématique.

Janvier 1987, n° 59

1	DIETRICH François	Echec à Chirac
2	FRANCOIS Pierre	Interview du BN des JCR
3	SITEL Francis	L'enjeu scolaire
4	BENSAID Daniel	L'apparition d'une nouvelle génération politique
5	LEQUENNE Michel	La quatrième Vologda
6	LEQUENNE Michel	L'autre colonisation
7	ALLIO Jacqueline	« Et si on parlait vrai ». De quoi ? De réforme ou de révolution ?

Février 1987, n° 60

8	SITEL Francis	La deuxieme secousse sociale
9	NEOUVIELLE C.	La bataille du rail
10	OLLIVIER François	La LCR, LO, et l'auto-organisation
11	WILNO Henri	Le blocage salarial
12	FILOCHE Gérard	En 1986, les 4 premières phases de la cohabitation
13	SANDOR Hubert	Réponse à Brossat, ou pourquoi c'est la Terre qui tourne autour du Soleil
14	BROSSAT Alain	L'URSS est-elle un pays réellement existant ?

Mars 1987, n° 61, « Spécial PCF »

15	SITEL Francis	PCF : les enjeux d'une crise
16	LANTIER Jean	La CGT dans la tourmente
17	Entretien avec M. KRIEGEL-VALRIMONT	
18	Entretien avec G. WASSERMAN	
19	« La révolution camarades ! » Manifeste des rénovateurs	
20	Résistance II	
21	Entretien avec Patrick TORT	
22	LIBERA Anna	Ombres et lumière. La politique de Gorbatchev
23	VERLA Catherine	L'URSS de GORBATCHEV
24	LEQUENNE Michel	« Tout passe » de Vassili GROSSMAN

Avril 1987, n° 62

25	DIETRICH François	Bilan d'un hiver chaud
26	FREYSSAT J.-M.	Le « Parti organique »
27	« Génération ». Entretien avec Alain KRIVINE et Jeanette PIENKNY	
28	LEQUENNE Michel	Afghanistan : l'Eternité en guerre
29	MAHEU Nicolas	La critique de Jazz est-elle encore possible ?
30	Majorité du CC	Vivre sans temps morts
31	TUO	Ce n'est vraiment pas le moment que la LCR se dissolve
32	Tendance 3	Les fondements de notre démarche
33	10 du CC	PCF : l'audace ou le saut dans le vide

Mai 87, n° 63

34	DIETRICH François	Option zéro : chiche !
36	BARTON Jane	Reagan pris la main dans le sac
36	JEANSON Nicolas	La rebellion des instits
37	Entretien avec Florence GAUTHIER sur la Révolution française	
38	FILOCHE Gérard	Génération, Générations
39	WILKO Czeslaw	De la colonisation à la libération
40	LEQUENNE Michel	Idéal, réel, possible
41	Majorité du CC	Encore un effort dans le sens de la cohérence
42	Pour un PT	Une méthode et un choix
43	Tendance ARA	Ni sectarisme ni défaitisme, construire la LCR

Juin 1987, n° 64

44	SITEL Francis	Le Pen, les craquements sinistres
45	FOUGEROLLES R.	Nouvelles du Front national
46	BROSSAT Alain	Barbie, entre crime et châtiment
47	VINTEUIL F.	Sainte Vierge, priez pour nous
48	AGUIRRE Léonce	La menace nucléaire
49	LEQUENNE Michel	Défi Afghan... Test afghan
50	LOWY Michael	La place du marxisme dans l'histoire
51	BROSSAT Alain	Souvenirs, souvenirs...

Juillet 1987, n° 65, « Spécial Antonio Gramsci »

52	LIBERA Anna	Antonio Gramsci, dirigeant politique
53	ARTOUS Antoine	A l'Ouest, questions de stratégie
54	DIETRICH François	Hégémonie et autogestion
55	LOWY Michael	Gramsci et Lukacs, vers un marxisme antipositiviste
56	FILOCHE Gérard	Pour une démocratie sans limites
57	Autour de Gramsci, entretien avec Georges LABICA	
58	HEFFER Eric	Le socialisme et l'Etat

Septembre 1987, n° 66

59	DIETRICH François	Pas d'habits neufs pour le candidat
60	Entretien avec Laurent BATSCH	
61	DUPONT Michel	Le Brésil sur la corde raide
62	GARMENDIA C.	Réflexions après un attentat
63	HANNE Didier	Le droit dans la révolution ?
64	TRAVERSO Enzo	Marxisme et question nationale
65	SCHMIDT Christian	Restructurer la societé industrielle

Octobre 1987, n° 67, « Spécial Sécurité sociale »

66	NAZIER Alain	Sécurité sociale, combat d'aujourd'hui, enjeu d'avenir
67	CARVEL Jacques	La S.S. : une conquête ouvrière à défendre
68	LACAZE Daniel	Les dettes patronales
69	CHERBOURG J.	D'un régime à l'autre
70	NAZIER Alain	Quelle politique pour la bourgeoisie ?
71	WIK Nicole	La Sécu et les immigrés
72	Vivre ou survivre à soixante ans	
73	FOLLONI Sonia	Familles, selon que vous serez riches ou pauvres
74	FREYSSAT J.-M.	Edouard Vaillant, précurseur de la Sécurité Sociale
75	WILNO Henri	Les propositions du PCF
76	LACAZE Daniel	Parti socialiste, du programme à la gestion
77	NAZIER Alain	L'unité et l'action
78	Quelles propositions des révolutionnaires pour la santé	
79	DIETRICH François	Santé : pour une politique alternative

Novembre 1987, n° 68

80	DURAND Maxime	Vers une nouvelle récession internationale
81	SITEL Francis	Lettre à un camarade, par ailleurs candidat à l'élection présidentielle
82	SITEL Francis	Octobre 17, octobre 87
83	LEQUENNE Michel	Vous avez dit « réhabiliter Trotsky » ?
84	ROVERE Michel	La grande question du « grand tournant »
85	DIETRICH François	La fin de l'énigme
86	DIETRICH François	Le Parti bolchevik : mythes et réalités
87	LINDE Sabine	Berlin la rouge
88	LINDE Sabine	Berlin 1987, année de fête, année de lutte

Décembre 1987, n° 69

89 DUVAL François Parti socialiste, en attendant la présidentielle
90 GRANGEON B. Face au programme électronucléaire français
91 VIGUIER Henri Thomson, des restructurations contre l'emploi
92 LEQUENNE Michel Leur printemps, l'hiver dernier
93 ARTOUS Antoine Pour une nouvelle stratégie démocratique
94 WILNO Henri « Les Théories des crises économiques »

Index des thèmes et personnalités citées

AVENAS Denise 51
Afghanistan 28, 49
Allocations familiales 73
Amérique latine 6, 39, 40
Antiracisme 20, 21, 38
Austérité 70
Auto-organisation 8, 10, 25, 36, 92
Autogestion 54, 74
BARBIE Klaus 46
BATSCH Laurent 60
BOUKHARINE N. 83
Brésil 61
Berlin (700e anniversaire) 87, 88
Besoins sociaux 79
Bourse 80
Bureaucratie 7
CALDERA A.-S. 22
CAMBADELIS J.-C. 93
CGT 16
CHALAMOV Varlam 5
CHIRAC Jacques 1
CNPF 70
Centralisme démocratique 56, 86
Chômage 72, 91
Cinéma 6, 39, 40
Cohabitation 12
Communistes rénovateurs 17, 18, 19, 20
Contraception 47
Crise économique 61, 94
Déficit Sécurité sociale 69, 71
Démocratie 4 ,20, 53, 56, 58, 65, 93
Dette du tiers monde 61
Dettes patronales 68
Deuxième Internationale 64
Dialectique 55
Droit 22
Droite 59
Désarmement 34
ETA 62
Ecologie 48, 90
Economie 11, 80, 94
Education 1, 2, 3, 36
Election présidentielle 89
Etat (théorie marxiste de l') 58
Euskady 62
Extrême gauche 27
FEN 60
Fascisme 46
Fivette 47
Front national 44, 45
GAUTHIER Florence 37
GORBATCHEV Mikhail 22, 23, 34
GRAMSCI Antonio 52, 55, 57
GROSSMAN Vassili 24
Gauche (gouvernement) 76
Grünen 65
Génocide 46
HAMON Hervé 27
Histoire 37, 50, 82
Idéologie 57
Immigration 71
« Irangate » 36
Islam 28, 49
Israël 51
JCR 2
Jeunes 2, 4, 3, 38, 92
JUQUIN Pierre 81
Jazz 29
KRIEGEL-VALRIMONT Maurice 17
LABICA Georges 57
LCR (VIIIe Congrès) 30, 31, 32, 33, 41, 42, 43
LEWIN Moshé 84, 85
Libéralisme 1, 3, 11, 59
LUKACS Georges 55
Libération (1945) 67
Lutte ouvrière 10
Luttes sociales 8, 9, 25, 36, 91, 92
MANDEL Ernest 50
Mai 68 27
Marxisme 50
MITTERRAND François 12
Musique 29
Nicaragua 22
Nucléaire 48
Nucléaire civil 90
Octobre 1917 82
ROTMAN Patrick 27
Parti socialiste 26, 76, 89
Parti communiste français 15, 17, 18, 19, 21, 33, 75
Parti communiste internationaliste 52
Parlementarisme 58
Parti bolchevik 56, 86
Parti révolutionnaire 53
Pensions 72
Perestroika 82
Politique familiale 73
Programme révolutionnaire 65
Programme transitoire 54, 78
Question nationale 64
RAJSFUS Maurice 51
RDA 87, 88
REAGAN Ronald 36
RFA 88
ROSIER Bernard 94
Recomposition du mouvement ouvrier 81
Religion 6,39, 40, 47
Restructurations industrielles 91
Retraite 72
Révolution allemande 87
Révolution française 37
Révolution russe 86
Récession 80
SNCF 9, 10
Salaire différé 67
Salaires 11
Santé 78, 79
Sécurite sociale 66, 67, 68, 69, 70, 71, 74, 75, 76
Situation politique française 8, 9, 12, 15, 16, 25, 26, 44, 59, 89
Social-démocratie 26
Stalinisme 13, 14, 24, 84, 85
Stratégie révolutionnaire 19, 53, 54, 78, 79, 81, 93
Syndicats 1, 60, 77
TORT Patrick 21
TROTSKY Léon 83
Tchernobyl 48, 90
Tchécoslovaquie 29
Terrorisme 62
Totalitarisme 7
Troisième Internationale 52
URSS 5, 7, 13, 14, 22, 23, 24, 28, 34, 49, 83, 84, 85
USA 36
Utopie 4
Unité d'action 77
VAILLANT Edouard 74
WASSERMAN G. 18
WEILL Claudie 64

Lisez les publications de la LCR et de la IVe Internationale

Rouge
Chaque semaine, un éventail d'analyses, de dossiers, d'enquêtes, d'interviews, de tables rondes sur la politique, le syndicalisme, la lutte des femmes, la culture, l'écologie, l'antimilitarisme, l'idéologie.
Dans les principaux kiosques et auprès des militants.
Hebdomadaire de la LCR. 8 francs.

les Cahiers du féminisme
Un « cas » dans le domaine des publications féministes : depuis dix ans, cette revue illustre de manière très vivante les questions que soulève l'oppression des femmes en France et dans le monde. Un dossier par numéro.
Trimestriel. 15 francs.

Inprecor
Bi-mensuel d'actualité internationale, qui suit au plus près les principaux événements grâce à un dense réseau de correspondants militants. Nicaragua, Pologne, Brésil, Liban, Corée du Sud, Pérou, URSS, Afrique du Sud, Philippines sont quelques-uns des pays qui font régulièrement l'objet d'analyses et de reportages. Des revues équivalentes existent dans d'autres langues : anglais (*International Viewpoint*), polonais (*Inprekor*), tchèque, allemand, espagnol. Signalons en outre la publication d'une revue en arabe, *Al Mitraka*.

IVe Internationale
Trimestriel qui aborde de manière très approfondie des problèmes théoriques, aussi bien liés à l'histoire du mouvement ouvrier qu'en prise directe sur l'actualité. Le numéro de décembre 1987 est consacré aux problèmes du marxisme et de la stratégie révolutionnaire en Amérique latine, notamment au travers des expériences cubaines et nicaraguayennes. Un débat sur les problèmes d'orientation politique aux Philippines complète ce numéro.

Tous ces titres peuvent être commandés à PEC : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil

librairie
diffusion
LA BRECHE

heures d'ouverture
lundi : de 14 h 00 à 20 h 00
du mardi au samedi
de 12 h 00 à 20 h 00

Achetez-y tous vos livres

5 % d'avoir à partir
de 500 F d'achats (de livres)

9, rue de Tunis, 75011 Paris
Tél : 43 67 63 57

Aux éditions La Brèche-PEC

Stratégie et parti
Daniel Bensaïd
collection Racines
Ce livre propose une vision historique des débats sur la conception du parti ouvrier, depuis les écrits de la Première Internationale jusqu'à aujourd'hui. Il aborde la question de la stratégie révolutionnaire dans les pays capitalistes développés, les rapports à l'Etat et les termes de cette discussion, avant et après Mai 68.

Travail des femmes, pouvoir des hommes
Ouvrage collectif réunissant des contributions de spécialistes américaines et françaises sur l'origine et l'histoire de la différenciation des rôles sexuels et de l'inégalité entre les sexes.

Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Rédaction et administration : 2, rue Richard Lenoir. 93100 Montreuil-sous-Bois.
Tél : 48.59.00.80
Directeur de la publication : **Christian Lamotte.** Imprimerie Rotographie.
ISSN : 0759-0989 N° : 56 551